

LA PRESSE AFFAIRES

S&P TSX 11 285,07 -840,93 (-6,94%)	S&P 500 1 106,42 -106,59 (-8,79%)	DOW JONES 10 365,45 -777,68 (-6,98%)	PÉTROLE 96,37 -10,52 (-9,84%)	DOLLAR 95,79 ¢US -1,03 ¢
---	--	---	--	---------------------------------------

LES BOURSES DÉCROCHENT



-7,0%

L'indice Dow Jones hier




-6,9%

L'indice S&P/TSX hier



1200 milliards partent en fumée

MARTIN VALLIÈRES
L'une des pires journées boursières depuis le krach d'octobre 1987.
Au moins 1200 milliards US en valeur liquidée en quelques heures, en Amérique du Nord seulement.

« Nous basculons dans un marché baissier en Bourse qui, malgré quelques soubresauts, pourrait durer d'un à deux ans. C'est le temps qu'il faudra pour recycler ces centaines de milliards en mauvaises dettes dans le système financier et l'économie mondiale. »

L'équivalent du produit intérieur brut (PIB) annuel de l'économie canadienne.
Telle fut la sanction des investisseurs au rejet par les élus à Washington du plan de sauvetage financier de 700 milliards US proposé par l'administration Bush.

Et tant que ce suspense politique et financier ne sera pas résolu, le carnage boursier risque de se prolonger, de l'avis d'experts. D'autant plus que la crise financière, qui resserre le crédit, menace désormais de provoquer une récession mondiale.
« Nous devons travailler aussi

vite que possible. Il faut que quelques chose soit fait », a commenté le principal architecte du sauvetage, le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, en sortant d'une réunion à la Maison-Blanche après le vote négatif à la Chambre des représentants.
« La peur s'est infiltrée dans tous

les marchés et les investisseurs réagissent en sauve-qui-peut », a résumé pour sa part Jack Ablin, directeur de placements chez Harris Private Bank de Chicago, filiale de la Banque de Montréal (BMO).

D'ailleurs, la peur est devenue une quasi-panique hier sur les principales Bourses nord-américaines.

En contrepartie, les investisseurs se ruiaient sur des valeurs refuges comme l'or, qui a bondi de 24\$US l'once, à 918\$US, et les obligations gouvernementales du Canada et des États-Unis.

« Nous basculons dans un marché baissier en Bourse qui, malgré quelques soubresauts, pourrait durer d'un à deux ans. C'est le temps qu'il faudra pour recycler ces centaines de milliards en mauvaises dettes dans le système financier et l'économie mondiale », a indiqué Jean-François Tardif, gestionnaire principal chez Sprout Asset Management, à Toronto.

» Voir FUMÉE en page 11

La tempête secoue les banques européennes
PAGE 2

Les banques centrales ouvrent les vannes

Le plan de 700 milliards US; Un fardeau intolérable
LA CHRONIQUE DE CLAUDE PICHER
PAGES 4 ET 5

Des titres à des creux annuels
PAGE 6

Citigroup avale Wachovia
PAGE 7

Les Bourses à un creux?
LA CHRONIQUE DE MICHEL GIRARD
PAGE 10



Concours

Découvrez l'Europe de Pierre Lapointe, Marco Calliari, Oliver Jones et Yannick Nézet-Séguin.

Écoutez Espace musique et courez la chance de visiter trois villes d'Europe choisies par nos artistes vedettes. Notez l'indice qui sera dévoilé chaque jour en semaine entre 9h et 17h30.





Postez ce bulletin de participation avant le 11 octobre 2008 (cachet de la poste faisant foi) à :
Concours « Découvrez l'Europe de... », C.P. 11424, succ. Centre-ville, Montréal (Québec) H3C 5V1.

Date à laquelle l'indice a été donné : _____

Indice : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. domicile : _____ travail : _____

Courriel : _____

Oui j'accepte de recevoir de la documentation de Radio-Canada et de ses partenaires.

Concours réservé aux 18 ans et plus. Fac-similés non acceptés. Le grand prix comprend un voyage de deux semaines pour deux personnes en Europe, incluant l'avion et l'hébergement. Valeur totale: 9000\$. Certaines conditions s'appliquent. Règlement complet à Radio-Canada et sur Radio-Canada.ca/espacemusique.

WASHINGTON ATTISE LA CRISE

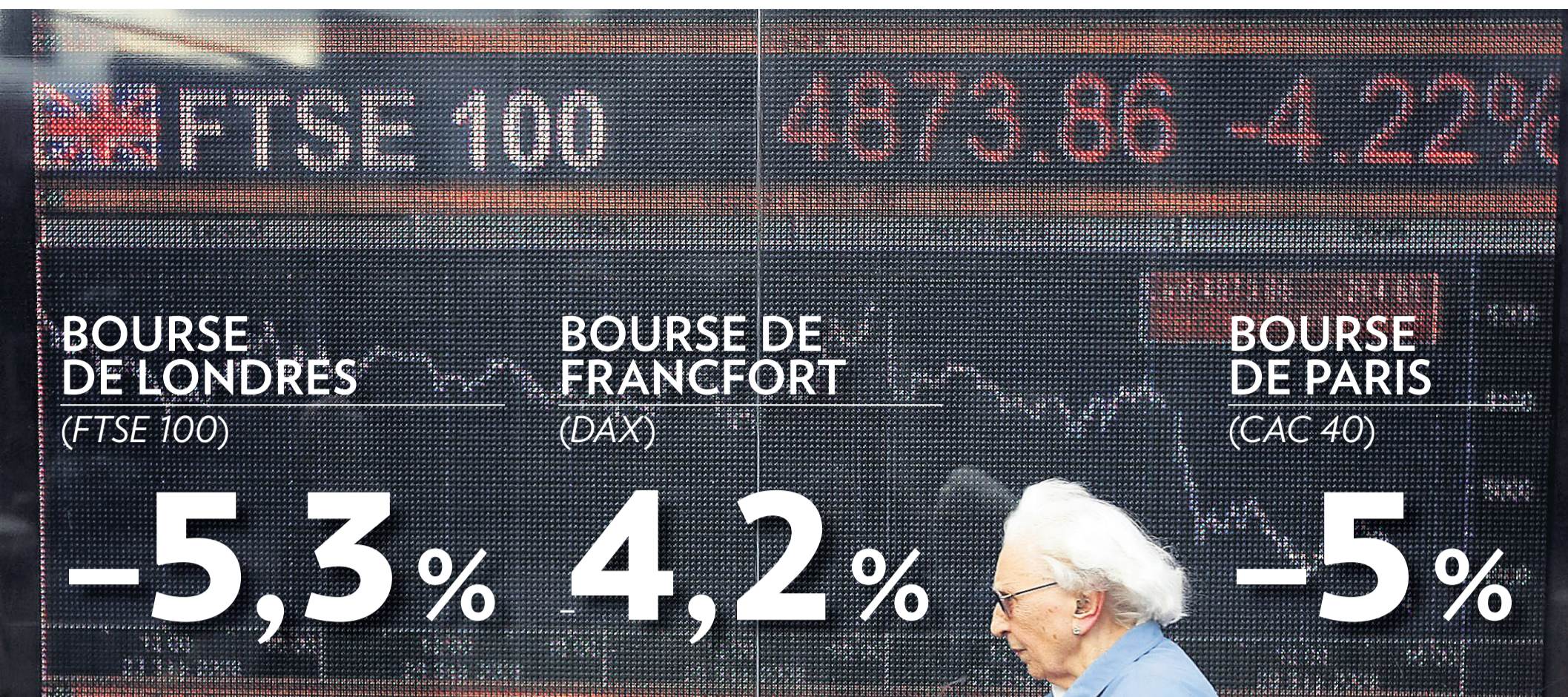


PHOTO MATT DUNHAM, ASSOCIATED PRESS

Les banques européennes dans la tourmente

Malgré la multiplication des nationalisations et des sauvetages de banques, l'épicentre de la crise financière a atteint l'Europe hier et a entraîné avec lui les marchés boursiers qui ont chuté de façon spectaculaire.

YVES SCHÄEFFNER
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Le sauvetage de trois banques européennes par les pouvoirs publics au cours du week-end n'a pas rassuré les marchés boursiers du Vieux Continent, hier. Au contraire, craignant une contagion de la crise financière en Europe, ces derniers ont plongé de façon spectaculaire avant même le rejet du plan de sauvetage américain.

La Bourse de Londres a ainsi perdu 5,3% de sa valeur, Francfort a chuté de 4,23%, tandis que

Paris flanchait de 5,04% pour atteindre son plus bas niveau depuis mai 2005. L'indice parisien a notamment été plombé par la dégringolade du titre de la banque franco-belge Dexia. Dans l'œil du cyclone, cette dernière a perdu 28,5% de sa valeur alors que les marchés doutaient de sa capacité à lever du capital. Son conseil d'administration devait se réunir d'urgence hier soir.

Le secteur bancaire européen a particulièrement souffert hier alors que les investisseurs s'interrogeaient sur l'identité des prochaines victimes de la crise financière. Au Royaume-Uni, le titre de la Royal Bank of Scotland, deuxième banque en importance au pays, a perdu 12,9%, tandis que Lloyds TSB et HBOS ont vu leurs actions s'étioler respectivement de 13,5 et 18%. Plus affecté encore, le prêteur allemand Hypo Real Estate a vu sa valeur s'effondrer de 73,91%.

Hypo Real Estate a toutefois pu éviter la faillite après avoir conclu un accord de refinancement de 52,7

milliards US auprès d'un consortium constitué de banques privées et publiques, garanti par l'État allemand.

Loin de rassurer, les sauvetages et nationalisations partielles du week-end de Bradford & Bingley (Royaume-Uni), de Fortis (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas) et de Glitnir (Islande) ont plutôt affolé les marchés. Au Royaume-Uni, le res-

pensable de l'Autorité des services financiers (FSA), Lord Turner, n'a d'ailleurs pas caché que le sauvetage de Bradford & Bingley (B&B) ne signalait pas nécessairement la fin de la crise du système bancaire.

« La précarité de l'environnement mondial explique que les maillons les plus faibles sont en train de tomber en Europe. »

« Pour le moment, nous croyons que nos autres banques sont bien capitalisées et dans une situation raisonnable, mais nous allons conti-

nuer de surveiller la situation », a-t-il déclaré à la BBC. Si le gouvernement britannique avait totalement nationalisé la banque Northern Rock plus tôt cette année, cette fois, il s'est contenté de reprendre les prêts de B&B. Le réseau de succursales de la banque va être cédé à Abbey, filiale de l'espagnol Santander.

De son côté, Fortis est la première grande banque du continent à être victime de la crise financière. Les gouvernements néerlandais, belge et luxembourgeois se sont entendus dimanche soir pour reprendre 49% du groupe, moyennant 16,8 milliards US.

Les difficultés d'une institution de cette taille - c'est la première banque belge - font craindre le pire

aux investisseurs. « Le fait que de grandes institutions européennes chutent illustre la gravité de la crise bancaire et rien ne permet de penser pour l'instant que cet épisode soit terminé », a soutenu Padhraic Garvey, stratège taux d'ING, à Reuters.

Mamoun Tazi, analyste londonien, abonde dans le même sens et croit que « la précarité de l'environnement mondial explique que les maillons les plus faibles sont en train de tomber en Europe. Si les banques ne commencent pas à se prêter les unes aux autres, nous allons voir plus de faillites », a-t-il prédit.

Depuis le début de la crise en 2007, près de la moitié (42%) des 554,3 milliards US de pertes et réévaluations annoncées par les banques proviennent d'institutions européennes, selon Bloomberg. Au dernier trimestre, l'économie européenne s'est par ailleurs contractée pour la première fois depuis l'introduction de l'euro il y a près de 10 ans.

La Bourse de Tokyo plonge de près de 5% à la mi-séance

AGENCE FRANCE-PRESSE

TOKYO — L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo plongeait de près de 5% hier soir à la mi-séance après le rejet-surprise, par le Congrès américain, du plan de sauvetage du secteur bancaire.

À la pause de 11h (22h, heure de Greenwich), l'indice

Nikkei225, moyenne non pondérée des 225 valeurs-vedettes, chutait de 544,54 points (-4,64%), à 11 199,07 points.

L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau reculait pour sa part de 51,30 points (-4,55%), à 1076,57 points.

Les titres du secteur bancaire et ceux des grands exportateurs

japonais, qui pâtissent de la remontée du yen face au dollar, étaient les plus malmenés.

La Chambre des représentants américains a encore attisé la crise financière mondiale hier en rejetant le plan de sauvetage des banques, provoquant un plongeon record de Wall Street où l'indice Dow Jones a perdu 6,71% en clô-

ture, soit une perte jamais vue de près de 800 points.

Ce rejet inattendu a choqué les investisseurs, a expliqué Hiroichi Nishi, chef du service courtage chez Nikko Cordial Securities, selon qui « le marché se demande désormais quand il touchera le fond ».

La Banque du Japon (BoJ) a

annoncé hier soir l'injection de 2000 milliards de yens (13 milliards d'euros) dans le système bancaire du pays pour aider les institutions financières à faire face au manque de liquidités générés par la crise mondiale du crédit. La BoJ intervient ainsi sur les marchés pour la 10^e journée ouvrable consécutive.

UNE DES MEILLEURES AFFAIRES EN VILLE.



6,99 \$ ou 9,99 \$*

Devenez admissible à un tarif UNIQUE aussi bas que 6,99 \$



PLATEFORMES PUISSANTES DE NÉGOCIATION

Choisissez parmi 3 plateformes puissantes de négociation et des services, incluant Power E*TRADE Pro

OPÉRATIONS GRATUITES

100 OPÉRATIONS GRATUITES¹

Changez aujourd'hui et obtenez 100 opérations gratuites

E*TRADE CANADA

Le choix quotidien de milliers d'investisseurs.

www.etrade.ca

1-888-769-3723

E*TRADE Canada est un service de Société de valeurs mobilières E*TRADE Canada (courtier à escompte - comptes d'exécution seulement), membre du FCPE. E*TRADE, E*TRADE Canada, le logo de E*TRADE Canada et le logo en astérisque sont des marques de commerce ou des marques déposées de E*TRADE FINANCIAL Corp. ou de ses filiales et sont utilisés avec sa permission. E*TRADE Canada ne donne pas de conseils de placement. Vous devez vous fier à vos propres conseillers. *Sujet à des conditions. Pour des détails, y compris sur l'admissibilité, visitez le www.etrade.ca. Les frais sur les opérations U.S. sont facturés en dollars U.S. Frais de marché et de courtage électronique (ECN) applicables aux opérations effectuées avec la plateforme Power E*TRADE Pro en sus. ¹Sujet à des conditions. Pour des détails, y compris sur l'admissibilité, le dépôt minimum et le rabais maximum sur les commissions, veuillez visiter www.etrade.ca.

« POUR RÉUSSIR
DANS LE DOMAINE
DE L'ÉLECTROTECHNIQUE
MARITIME, ÇA PREND
DES EXPERTS QUI
N'ONT PAS PEUR
DE SE MOUILLER. »

CLAUDE MESSIAEN, PRÉSIDENT
TECHSOL MARINE – QUÉBEC, QC



Desjardins & Cie

Des experts réunis sous un même toit, à vos côtés.

« Pour vraiment comprendre ce que nous faisons, soit des consoles ergonomiques, des ordinateurs et des logiciels qui contrôlent et surveillent l'ensemble de la machinerie des navires, il faut venir voir les bateaux à l'œuvre. C'est ce que Desjardins a fait il y a cinq ans quand on cherchait un partenaire financier et des idées pour structurer davantage l'entreprise et poursuivre notre expansion à travers le monde. Ils ont alors fait preuve de vision. Aujourd'hui, les experts de notre centre financier aux entreprises nous accompagnent dans toutes nos décisions d'ordre financier. »

C'est plus qu'une banque. C'est tout Desjardins qui appuie les entreprises.

desjardins.com



ÉLECTROTECHNIQUE MARITIME



Desjardins
Centres financiers
aux entreprises

Conjuguer avoirs et êtres

WASHINGTON ATTISE LA CRISE

Rien ne va plus sur les marchés

Des réponses à vos questions



HUGO FONTAINE

Q Quels étaient les objectifs du plan de sauvetage rejeté hier?

R Le plan visait à ajouter des liquidités dans le système bancaire pour le renflouer et ainsi ramener une situation plus facile sur le plan du crédit. En allant chercher les plus mauvaises créances détenues par les institutions financières, le plan visait à stimuler à nouveau les échanges interbancaires.

Q Pourquoi les marchés ont-ils réagi si violemment?

R Les marchés n'ont visiblement pas apprécié le plan, car la chute s'est amorcée dès l'ouverture, avant même son rejet. Les investisseurs ont sans doute remarqué que les 700 milliards évoqués pourraient ne jamais être intégralement injectés. La moitié de cette somme aurait dû être approuvée encore une fois par le Congrès au moment d'être débloquée. Il faut aussi dire que les mauvaises nouvelles d'Europe et d'Asie n'ont fait qu'alimenter l'incertitude en matinée.

Le rejet-surprise du plan d'aide américain a précipité la chute. Les investisseurs craignent que les banques, à court de liquidités, diminuent les prêts, affectant ainsi l'économie réelle.

Q Est-ce un krach boursier?

R Ce n'est pas un krach boursier. Généralement, on considère comme un krach un recul journalier de plus de 10%. Le 19 octobre 1987, date du dernier krach à la Bourse de New York, le Dow Jones avait perdu 22,61% de sa valeur, ce qui est bien loin de la baisse de 6,98% enregistrée hier.

L'originalité de la journée d'hier réside dans le fait qu'il s'agit du plus fort recul de l'indice quant au nombre de points. On peut le considérer comme une correction violente.

Q Comment peut-on situer cette correction par rapport aux autres reculs connus dans les dernières années?

R Les attentats du 11 septembre 2001, la crise asiatique ou la crise de confiance après la déroute d'Enron ont tous entraîné de fortes chutes des indices boursiers. Voici une liste des cinq plus fortes baisses du Dow Jones, excluant le krach d'octobre 1987:

- > 27 octobre 1997: -7,18% (crise asiatique)
- > 17 septembre 2001: -7,13% (après les attentats du 11 septembre)
- > 29 septembre 2008: -6,98% (crise financière américaine)
- > 31 août 1998: -6,37% (crise financière russe)
- > 14 avril 2000: -5,66% (éclatement de la bulle techno)

Q Qu'en est-il du S&P/TSX, principal indice boursier canadien?

R À Toronto, la baisse de 6,93% du S&P/TSX enregistrée hier est la plus importante depuis la baisse de 8,12% du 25 octobre 2000, lors de l'affaissement de Nortel.



PHOTO STEPHEN CHERNIN, ASSOCIATED PRESS

L'attitude de ce courtier, photographié devant la Bourse de New York, est représentative de l'atmosphère morose qui régnait hier.

Mais en points (890,93), c'est la plus forte de l'histoire de cette place boursière. Cela représente une perte d'environ 100 milliards de dollars en valeur boursière en une seule journée. Moins d'une heure avant la fermeture des marchés, le plongeon avait atteint 955 points.

Il faut noter qu'en plus du rejet du plan américain, la baisse du prix du pétrole n'a rien fait pour aider le TSX.

Q Doit-on craindre la poursuite de la descente boursière?

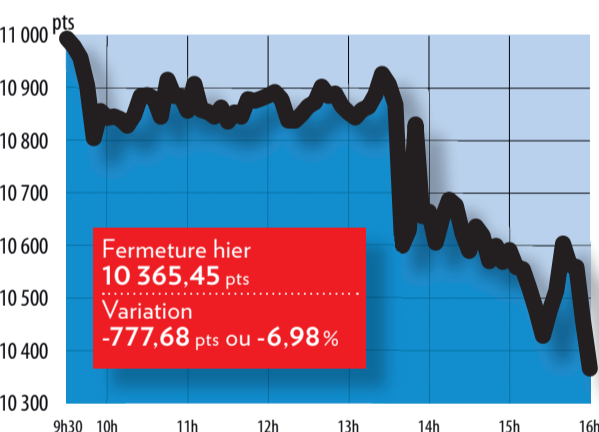
R Tout dépendra des nouvelles qui concerneront un éventuel nouveau plan. Les marchés s'attendent à une réponse. Plus on attend, plus l'impact risque de se faire sentir sur l'économie réelle, parce que le crédit restera difficile. Les marchés n'aimeront pas.

Peut-être aussi n'y aura-t-il pas de nouveau plan, mais on peut encore imaginer des actions des

banques centrales pour abaisser de façon concertée les taux d'intérêt. On peut aussi imaginer un plan concentré sur Main Street (l'économie réelle) plutôt que sur Wall Street, notamment en ce qui concerne le marché immobilier américain et les taux hypothécaires.

Toujours est-il que la crise financière n'est pas terminée. D'autres banques pourraient faire faillite par manque de liquidités.

LE DOW JONES D'HEURE EN HEURE HIER



LA CRISE FINANCIÈRE EN 10 MOMENTS

— D'après l'Agence France-Presse

Février 2007

Les défauts de paiements sur les crédits *subprimes* se multiplient aux États-Unis et provoquent les premières faillites d'établissements bancaires spécialisés.

22 janvier 2008

La banque centrale américaine (Fed) baisse son taux directeur de trois quarts de point à 3,50%, une mesure d'une ampleur exceptionnelle. Il sera progressivement abaissé à 2% entre janvier et la fin avril.

17 février

La banque Northern Rock est nationalisée par le gouvernement britannique.

16 mars

JPMorgan Chase annonce le rachat de la banque d'affaires américaine Bear Stearns à un prix bradé.

7 septembre

Le Trésor américain met les géants du crédit hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae sous tutelle.

LES BANQUIERS CENTRAUX

La Réserve fédérale américaine allonge 630 milliards US pour soulager



RUDY LE COURS

Une fois de plus depuis le début de cette crise qui n'en finit plus de s'aggraver, les banquiers centraux occidentaux ont dû lancer hier une série d'actions musclées. Grâce à elles, souhaitent-ils, les institutions financières survivantes pourront emprunter à court terme à des taux raisonnables afin de poursuivre leurs activités de prêts aux ménages et aux entreprises.

Ces initiatives ont été annoncées avant que ne soient connus les résultats négatifs du vote des élus de Washington pour la création d'un fonds poubelle de 700 milliards US. Cela aurait permis aux banques d'y décharger leurs actifs toxiques, de nettoyer leur bilan et de rétablir un brin de confiance entre elles et les investisseurs. Cet échec aura transformé une ouverture orageuse des marchés boursiers en cataclysme.

La Réserve fédérale américaine, l'instigatrice de cette nouvelle initiative concertée, allonge encore 630 milliards US.

Elle porte de 150 à 300 milliards US la valeur de ses prises en pension pour une durée de 28 à 84 jours. Lorsque la Fed avait lancé cette mise aux enchères de bons du Trésor moyennant le dépôt de titres de qualité en nan-

En agissant comme prêteurs de dernier ressort, les banquiers centraux ne subventionnent pas les institutions financières. Ils tentent plutôt d'injecter des liquidités dans un marché présentement aussi sec que le Sahara.

tissement (Term Auction Facility, TAF) le 12 décembre dernier, la valeur des enchères était limitée à 25 milliards. Elle n'a cessé de gonfler depuis.

La TAF consiste en créer de l'intérêt est fixé par le mécanisme des enchères. Le taux payé par les emprunteurs reste toutefois bien en deçà de ceux qu'aurait exigés par les investisseurs, dans l'hypothèse où ils en trouvent. Hier aux États-Unis, les banques

devaient consentir un rendement supérieur de 332 points aux Bons du Trésor pour emprunter durant trois mois. Il y a un mois, cet écart qu'on appelle TED dans le jargon du marché monétaire s'élevait à 110 points. Avant que n'éclate la crise l'année dernière, il se limitait à moins de 10 points.

Pour garantir leurs prêts, la Fed et les autres banquiers cen-

traux exigent le dépôt en nantissement de titres évalués à un prix souvent inférieur à leur valeur nominale.

Nouvelles enchères

La Fed a aussi annoncé qu'à compter de novembre, elle lancera une série de nouvelles enchères de 150 milliards US pour des prêts d'une à deux semaines, et ce, au moins jusqu'à la fin de l'année.

En agissant comme prêteurs de dernier ressort, les banquiers centraux ne subventionnent pas les institutions financières. Ils tentent plutôt d'injecter des liquidités dans un marché présentement aussi sec que le Sahara.

L'assèchement accéléré du marché interbancaire est exacerbé à la fois par la consolidation brutale des banques américaines,

par l'accumulation des radiations d'actifs (elles sont passées de 554 à 586 milliards en une semaine) et par l'échéance trimestrielle d'aujourd'hui, qui poussent les investisseurs à brader leurs actions de sociétés financières.

Même si les ventes à découvert sont désormais interdites, toutes les banques perdraient du terrain hier à New York, au point où certaines déposeront sans doute leur bilan d'ici la fin de la semaine.

Enfin, surtout pour aider ses consœurs européennes qui peinent à avancer des billets verts avant l'heure d'ouverture des marchés nord-américains, la Fed fait porter ses lignes de crédit de 290 à 620 milliards US. Fait à signaler, le 18 septembre, elle les avait augmentées de 180 milliards US.

Autrement dit, le dollar américain est rare en Europe. Seuls les banquiers centraux sont disposés à en prêter. La Fed est prête à leur en échanger au besoin contre des euros, des livres ou des couronnes.

La Banque centrale d'Europe aussi se démène pour injecter des liquidités au moyen de prises en pension. Hier, elle a mis aux enchères 120 milliards d'euros pour un terme de 38 jours. Elle a reçu des offres pour quelque 142 milliards. Elle a aussi avancé 30 milliards d'euros pour 24 heures.

Le Canada n'est pas en reste

Notre banque centrale n'est pas en reste. La semaine dernière, la Banque du Canada a

WASHINGTON ATTISE LA CRISE

Un fardeau intolérable



**CLAUDE
PICHER**
CHRONIQUE

S'il devait finir par approuver le plan de relance de 700 milliards du président Bush, le Congrès américain viendrait infliger un fardeau intolérable à des finances publiques déjà fort mal en point.

En huit ans d'administration Bush, les équilibres financiers américains ont en effet subi une forte détérioration, de sorte que la crise financière ne pouvait vraiment pas plus mal tomber.

Lorsqu'il s'installe à la Maison-Blanche en 2000, M. Bush hérite d'un surplus de 236 milliards.

Après les attentats du World Trade Center, la guerre en Afghanistan entraîne une importante augmentation des dépenses militaires; le surplus est pulvérisé en deux ans. Par la suite, l'administration accumule les déficits, principalement pour deux raisons:

1) La guerre en Irak engloutit des sommes colossales. En 2000, les dépenses militaires américaines se situaient à 281 milliards, ce qui est déjà énorme; cette année, ce montant friserait les 600 milliards. Le budget américain de la Défense accapare maintenant 26% des dépenses de programmes du gouvernement, contre 18% il y a huit ans. Cette hausse contribue fortement à gonfler les dépenses du gouvernement de 60% en huit ans.

2) Pendant que les dépenses explosent, les revenus piétinent. Entre 2000 et 2008, les recettes budgétaires du gouvernement n'augmentent que de 11%, ce qui ne couvre même pas la hausse de l'indice des prix à la consumma-

tion. Cette stagnation est évidemment due aux importantes baisses d'impôts accordées par l'administration Bush. En 2000, les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers atteignaient 1004 milliards. Sous l'effet des baisses d'impôt, ces recettes fondent jusqu'à 800 milliards en 2004, et il faudra attendre 2006 pour qu'elles dépassent à nouveau la barre des 1000 milliards. Cette année, elles devraient osciller aux alentours de 1100 milliards.

Le résultat est inévitable: le déficit gonfle.

L'année financière du gouvernement américain prend fin aujourd'hui même, le 30 septembre. Ce n'est donc que dans quelques jours que nous connaissons les résultats de l'exercice. Mais nous savons déjà que pour les 11 premiers mois, le déficit atteint le montant record de 486 milliards.

En huit ans, la dette publique américaine est passée de 58 à 68% du produit intérieur brut (PIB). Elle frise maintenant les 10 mille milliards de dollars (le chiffre dix suivi de douze zéros), ou 32 000\$ par citoyen, incluant les bébés.

Toutes proportions gardées, cela commence dangereusement à ressembler au cul-de-sac financier où se trouvait le Canada au pire de la crise des finances publiques, dans les années 90. Dieu sait quels sacrifices les Canadiens ont dû consentir pour s'extraire du borbier: hausses dramatiques de taxes, compressions dans les transferts aux provinces et dans

les programmes sociaux, détérioration des infrastructures, mises à pied dans la fonction publique, entre autres.

Et voici que les Américains, coincés comme ils le sont avec des finances publiques cancéreuses, reçoivent sur la tête une facture de

des finances publiques sous l'administration républicaine, les États-Unis auraient facilement pu surmonter la tempête. Imaginons un instant que la même crise se produise, dans les mêmes conditions, mais à la différence près que les résultats du

Au lieu de cela, les Américains se retrouvent littéralement pris dans un énorme piège financier.

Le nouveau président qui prendra la relève dans quelques mois sera confronté à des choix déchirants: annuler les baisses d'impôts de George Bush? Introduire de nouveaux impôts? Réduire les dépenses, et en premier lieu les dépenses militaires, ce qui remet dramatiquement en question la présence américaine en Irak? Ou, pire, faire les coupes dans des programmes comme la sécurité sociale, qui n'ont pourtant pas été particulièrement choyés sous l'administration Bush: 38% d'augmentation en huit ans, pratiquement trois fois moins que les dépenses militaires.

Le plus ironique, c'est que sans la rapide détérioration des finances publiques sous l'administration républicaine, les États-Unis auraient facilement pu surmonter la tempête.

700 milliards. Jamais le Canada n'a-t-il connu pareille tuile. C'est une authentique catastrophe.

Le plus ironique, c'est que sans la rapide détérioration

gouvernement soient excédentaires de 236 millions, exactement comme en 2000. Washington aurait clairement pu allonger tout l'argent nécessaire.

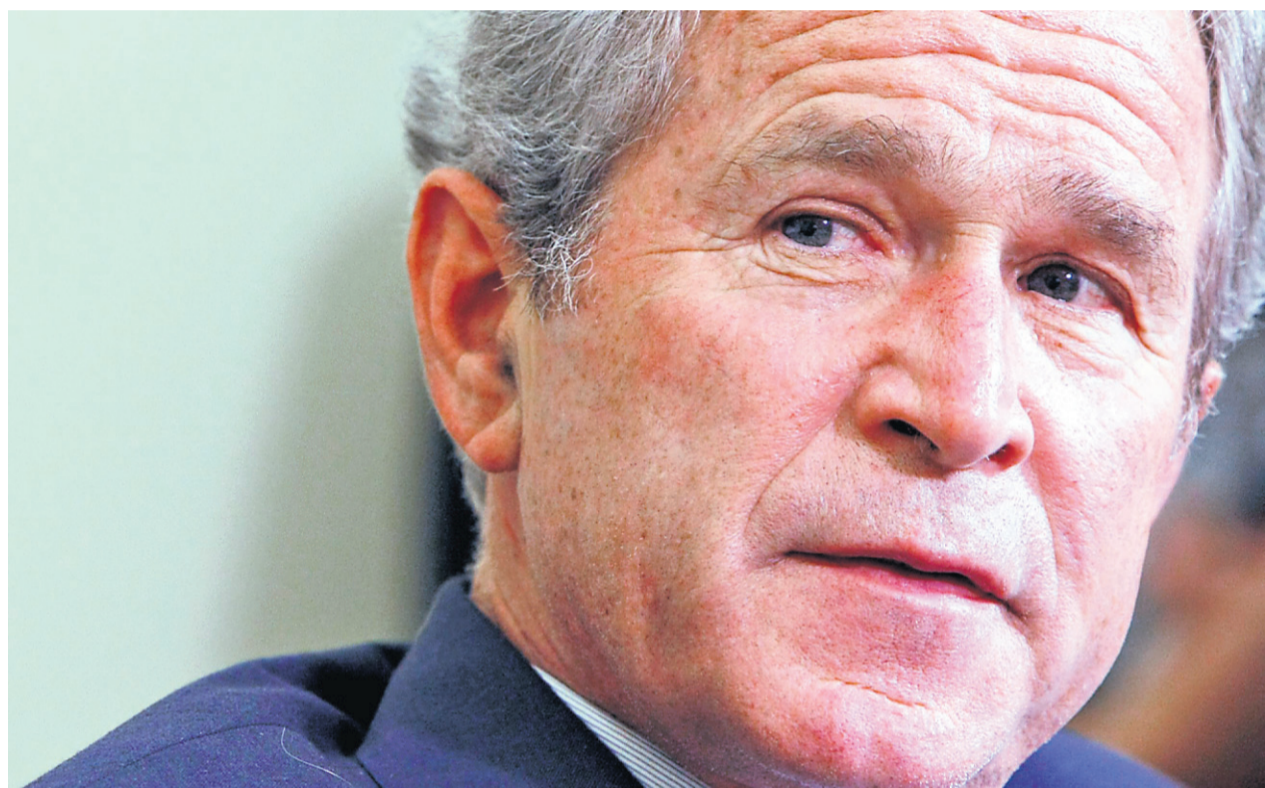


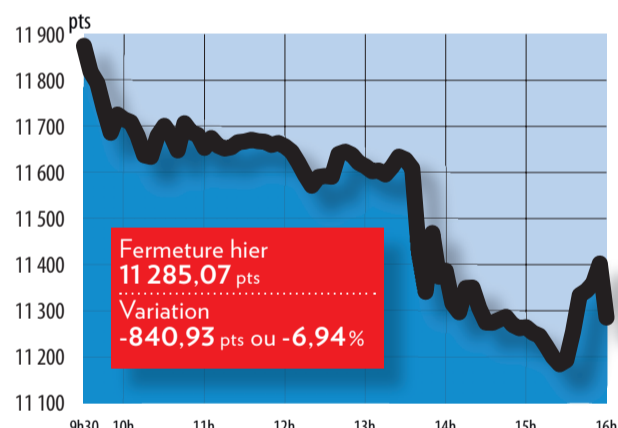
PHOTO PABLO MARTINEZ MONSIVAIS, ASSOCIATED PRESS

En huit ans d'administration Bush, les équilibres financiers américains ont subi une forte détérioration.



<p>15 septembre</p> <p>La banque d'affaires Lehman Brothers dépose son bilan, tandis que l'une des principales banques américaines, Bank of America, annonce le rachat de Merrill Lynch.</p>	<p>15 septembre</p> <p>Dix banques internationales mettent en place un fonds de liquidités de 70 milliards de dollars pour faire face à leurs besoins les plus urgents, alors que les banques centrales ouvrent les vannes du crédit.</p>	<p>16 septembre</p> <p>La Fed et le gouvernement nationalisent de facto l'assureur AIG en lui apportant une aide de 85 milliards de dollars en échange de 79,9% de son capital.</p>	<p>26 septembre</p> <p>La banque JPMorgan prend le contrôle de sa concurrente Washington Mutual avec l'aide des autorités fédérales.</p>	<p>Hier</p> <p>La Chambre des représentants américaine rejette le plan de sauvetage. Wall Street dégingole. Plus tôt, la banque américaine Citigroup avait annoncé qu'elle prenait le contrôle de sa concurrente Wachovia avec l'aide des autorités fédérales.</p>
--	---	---	---	--

LE S&P/TSX D'HEURE EN HEURE HIER



OUVRENT LES VANNES

le marché interbancaire

annoncé des prises en pension de deux milliards d'une durée de 84 jours. Elle recevra des emprunteurs un taux d'intérêt moyen de 3,18%. Son taux cible de financement à un jour (taux directeur) s'élève à 3%. C'est à ce taux qu'elle souhaite que les banques se prêtent entre elles pendant 24 heures.

Jeudi, la Banque mettra encore aux enchères un minimum de 2 milliards. Cette enchère sera renouvelée à l'échéance.

Depuis une semaine, la Banque a annoncé la mise aux enchères de 6 milliards et sera disposée, comme ses consœurs, à poursuivre ses mesures d'urgence tant que les conditions de marché le justifient.

Les banquiers centraux ne pourront toutefois raisonner la peur des financiers, qui voient s'évanouir en bonne partie leur fortune, ni celle des politiciens américains qui mettent leur réélection en jeu dans la crise actuelle.

Comme la colère, la peur est bien mauvaise conseillère...



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

Le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney.

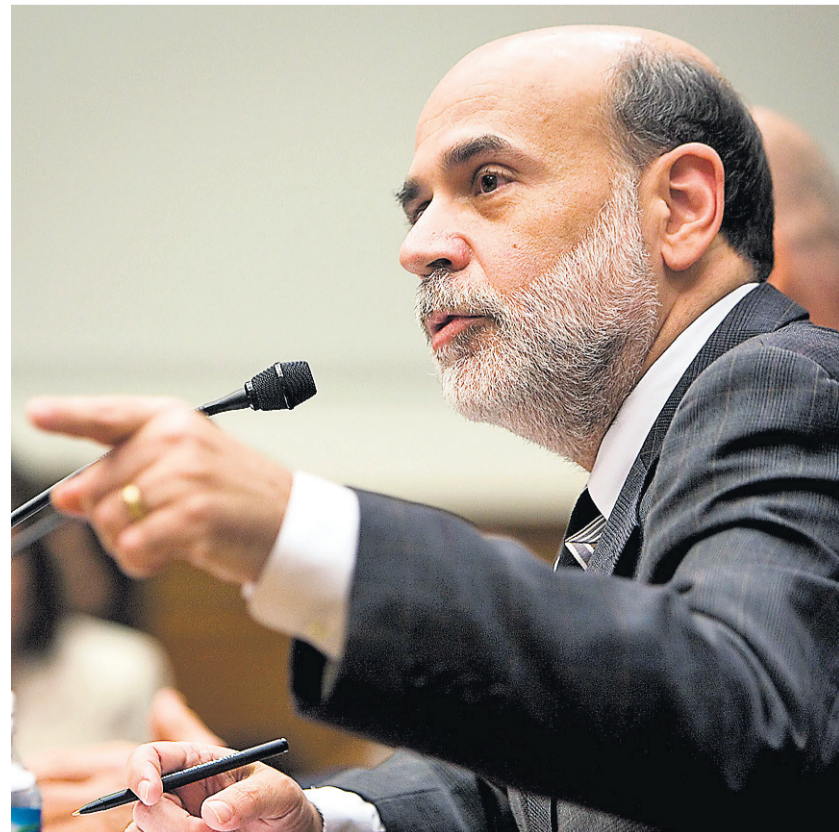


PHOTO JOSHUA ROBERTS, BLOOMBERG NEWS

Le président de la Réserve fédérale américaine, Ben Bernanke.

WASHINGTON ATTISE LA CRISE

DES PLONGEONS DOULOUREUX

BOURSE DE TORONTO

AbitibiBowater	4,33\$	-16,09%
Uranium One	2,50\$	-22,84%
Western Canadian Coal	3,46\$	-23,11%
Equinox Minerals	2,46\$	-23,13%
Ivanhoe Mines	5,65\$	-28,93%

BOURSE DE NEW YORK

State Street	44,00 \$US	-27,27%
Royal Bank-S ADR	2,75 \$US	-31,08%
First Horizon Na	7,25 \$US	-35,67%
National City	1,36 \$US	-63,34%
Sovereign Bankcorp	2,33 \$US	-72,16%

BOURSE DE LONDRES

Royal Bank Scotland	181,00 €	-12,98%
Avesco Group Plc	24,50 €	-19,67%
Irish Life	3,70 €	-33,33%
Innovation Group	5,75 €	-46,51%
Anglo Irish Bank	2,27 €	-46,59%

Quand on additionne les creux annuels

Une donnée dit tout : le secteur qui a mieux fait hier à la Bourse de Toronto est celui de la consommation courante... il a perdu 3,25 % de sa valeur ! Le pire ? L'énergie, avec un recul de près de 10 %, suivi des technos qui ont perdu 8,5 % en une seule journée, suivis de la santé (-7,5 %) et des industrielles (-7,3 %). Dans ce contexte, de nombreux titres canadiens ont enregistré des creux annuels. En voici un bref éventail.

STÉPHANE PAQUET

Garda World - 20,89% à 1,25\$

L'action de Garda valait hier près de 17 fois moins que le 10 octobre dernier. En fait, pas besoin de reculer si loin : le titre du spécialiste de la sécurité s'échangeait encore à 15\$ au début de l'été. C'était avant qu'il n'annonce des résultats grandement sous les prévisions des analystes et que la crise du crédit rende sa dette peu attrayante.

SNC-Lavalin - 11,8% à 34,25\$

La firme d'ingénierie fait beaucoup dans la construction. Qui dit récession anticipée dit aussi moins de construction. Résultat, les investisseurs ont fait perdre 45 % de sa valeur à SNC-Lavalin depuis la mi-juin.

CAE -8,8% à 8,51\$

La firme Versant Capital a réduit hier son prix cible pour CAE, le faisant passer de 14\$ à 9,50\$. La raison : comme les avions volent moins, il y aura moins de demande pour l'entraînement des pilotes. Versant fait aussi passer sa recommandation de «achat» à «conserver».

Theratechnologies -8,4% à 4,17\$

Le titre de la biotech montréalaise a perdu les deux tiers de sa valeur depuis un an, même si elle a annoncé des résultats positifs pour son produit-vedette, la tésamoréline. Celle-ci aide l'organisme à mieux répartir les graisses chez plusieurs patients atteints du VIH. Selon des analystes, les résultats étaient toutefois moins bons qu'anticipé.

Nortel Networks - 10,4% à 2,34\$

Le titre de l'équipementier canadien a reculé de 27 cents... ce qui lui fait une perte de plus de 10 %. Il y a moins de deux ans, Nortel a regroupé ses actions à 10 pour une. Le titre de Nortel vaudrait donc 23 cents si on le compare à son sommet de 123\$ atteint pendant la bulle techno.

RIM -9,1% à \$65,97

En deux petits mois, l'action du fabricant du BlackBerry a perdu plus de la moitié de sa valeur. Jeudi soir dernier, les dirigeants de RIM ont dit que le lancement de leurs nouveaux produits ferait descendre la marge bénéficiaire à environ 47 %, ce qui a provo-



L'action de Garda valait hier près de 17 fois moins que le 10 octobre dernier. En fait, pas besoin de reculer si loin : le titre du spécialiste de la sécurité s'échangeait encore à 15\$ au début de l'été.

qué une chute de 28 % pour la seule journée de vendredi.

Suncor Energy - 11,7% à 41,12\$

Le prix du brut a baissé beaucoup hier. Celui qui doit être livré en novembre s'est échangé

à 96,37\$US le baril à New York, en baisse de 10,52\$US. Le titre de Suncor valait 73,10\$ pas plus tard que le 21 mai.

Et puis maintenant?

Compte tenu de ces titres qui s'échangent à des prix jamais vus depuis au moins un an, est-

il temps d'investir en Bourse? Sans se prononcer sur des titres précis, Gabriel Lancry, administrateur associé chez Scotia McLeod, est en mode attente. Il n'achète pas. Vend-il? «Non, on attend.» Et s'il n'y a pas ultimement d'entente à Washington? «Personne ne sera épargné», dit-il.

AFFAIRES 700

715 FINANCEMENT

1^{ière} et 2^e hypothèque Commercial - Industriel - Bloc appartements - terrain Engagement le même jour ACE MORTGAGE CORP 514-731-8585 Depuis (1964) agent protégé

PRÊTEZ votre argent par la financière 26 à 39 mois. MARCEL PAIEMENT LA FINANCIÈRE PRÊTBEC 450-688-7212

AVIS 800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM
Prenez avis que NGOC NHU HUONG NGUYEN dont l'adresse du domicile est le 4396, rue Rupert, Pierrefonds (Québec) H9H 3Z8 présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de NGOC NHU HUONG MARIE NGUYEN

AVIS DE DEMANDE DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que LA COALITION QUÉBÉCOISE SUR LA PROBLÉMATIQUE DU POIDS demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, ce 30^{ième} jour de septembre 2008 Me Lan Au Procureure de la personne morale

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie «9165-9623 QUÉBEC INC.» demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre conformément à la Loi sur les compagnies (Québec). Montréal, le 25 septembre 2008 Lapointe Rosenstein, S.E.N.C.R.L. Procureurs de la requérante

PRENEZ AVIS que la compagnie 9163-4220 QUÉBEC INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 29 SEPTEMBRE 2008

AVIS 800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM

PRENEZ AVIS que la compagnie BEAUDI INC. ayant son siège social au 1929, Montée du Lac-Louise, Saint-Adolphe-D'Howard, Québec, J0T 2B0 demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Sherbrooke, Province de Québec, le 29 septembre 2008. Me Martin Lavoie, notaire Procureur de la compagnie

PRENEZ AVIS que la compagnie ESPACES LOGIQUES, DESIGN INC. demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Montréal, le 1er octobre 2008

PRENEZ AVIS que la compagnie M.D.A. COURTIER INC. demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre. Montréal, le 1er octobre 2008

PRENEZ AVIS que la compagnie PLACE DU BARRAGE INC. demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Signé à Montréal, ce 30 septembre 2008 Lévesque, Gravel & Associés, procureur de la compagnie

PRENEZ AVIS que NOEL BURKE, dont l'adresse du domicile est le 151, avenue de la Baie-de-Valois, Pointe-Claire, a déclaré au Directeur de l'état civil être père de JENNIFER RACHEL QUINCEY, née le 15 Décembre 1972 à Montréal et fille de Sally Quincey. En conséquence, le soussigné requiert du Directeur de l'état civil du Québec qu'il inscrive son nom comme père de Jennifer Rachel Quincey dans l'acte de naissance de cette dernière. Prenez en outre avis que toute objection d'un tiers à la présente déclaration doit être notifiée aux déclarants, à l'enfant mineur âgé de quatorze ans ou plus et au Directeur de l'état civil du Québec au plus tard dans les vingt jours de la dernière publication d'un avis de cette déclaration. Pointe-Claire, le 22 septembre, 2008.

ÉMILIE BEAUCHAMP. MINI ACE.

MINI Canada est fier d'annoncer qu'Émilie Beauchamp de MINI Laval a obtenu le statut d'élite MINI ACE, un programme reconnaissant les conseillers aux ventes MINI les plus performants à travers le Canada.

MINI LAVAL
2450 boul. Chomedey
Laval, QC H7T 2X3
TÉL: (450) 682-1212

MINILAVAL.CA

© 2008 MINI Canada. «MINI» le logo MINI et les désignations des modèles sont des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

UNE TRANSACTION DE 1,6 MILLIARD US

Citigroup acquiert les activités bancaires de Wachovia

BLOOMBERG

Citigroup, première banque américaine sur le plan des actifs, fera l'acquisition des activités bancaires de Wachovia Corp. pour un prix d'environ 1,6 milliard US après que le titre du prêteur de Caroline du Nord se fut effondré sous le poids de prêts hypothécaires dont les remboursements accusent du retard.

Hier, le titre de Wachovia a sombré sous la barre de 1 \$US à la suite de l'offre pour la banque dont le siège se trouve à Charlotte, en Caroline-du-Nord, banque qui vient au sixième rang aux États-Unis au chapitre des actifs.

Dépôts protégés

Tous les déposants seront protégés, a indiqué Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC, Compagnie fédérale américaine d'assurance de dépôts bancaires), qui a aidé au rachat par Citigroup.

Cette dernière projetée de sabrer son dividende en deux et de recueillir 10 milliards US en

capital tandis qu'elle acquiert les créances de premier et de second rangs de Wachovia.

Wachovia est la dernière victime en date de la crise financière qui a poussé Lehman Brothers et Washington Mutual en faillite et provoqué le sauvetage précipité de Merrill Lynch et de Bear Stearns. L'acquisition annoncée hier fournit à Citigroup environ

La société issue de la fusion disposera d'environ 4300 succursales bancaires aux États-Unis et plus de 600 milliards US en dépôts, soit une part de 9,8 % du marché bancaire américain.

3300 succursales et bureaux dans 21 États américains. Wachovia continuera d'être propriétaire de la filiale de courtage A.G. Edwards Inc. et de la société de fonds communs de placement Evergreen.

« Le problème a dû survenir la semaine dernière et concerné leur capacité de continuer à attirer et à retenir des

dépôts après l'effondrement de Washington Mutual », avance Gary Townsend, de Hill-Townsend Capital, à Chevy Chase, au Maryland. « Jeudi et vendredi (derniers), la banque a dû être prise d'assaut », ajoute-t-il.

Forte chute de l'action

Les communiqués publiés par les deux banques ne pré-

voient pas combien par action recevront les actionnaires de Wachovia.

Capital demandé

Citigroup absorbera jusqu'à 42 milliards US en perte des prêts de 312 milliards US de Wachovia, a précisé la FDIC dans un communiqué. Cet organisme prendra à sa charge les pertes au-delà de ce montant en échange d'actions privilégiées et de bons de souscription d'actions.

« Bien sûr qu'ils vont lever du capital », a soutenu Meredith Whitney, analyste d'Oppenheimer & Co., au cours d'une entrevue à CNBC. « J'ignore comment ils peuvent absorber 42 milliards US sur la base des revenus qu'ils ont », a-t-elle ajouté.

Wells Fargo & Co. a aussi fait une offre pour Wachovia, selon le *Wall Street Journal*.

« Citigroup en avait besoin plus que quiconque, estime

Nancy Bush, analyste bancaire indépendante. C'eût été bien pour Wells, mais je ne peux pas les imaginer gober un tel morceau de dettes douteuses. »

Citigroup s'attend à des charges de restructuration avant impôts de 3,7 milliards US pour des indemnités de départ au cours des quatre prochaines années, a précisé la société dans un communiqué.

Un géant

La société issue de la fusion disposera d'environ 4300 succursales bancaires aux États-Unis et plus de 600 milliards US en dépôts, soit une part de 9,8 % du marché bancaire américain. Au total, les dépôts de Citigroup dans le monde atteindront 1,3 mille milliards US, soit environ 350 milliards US de plus que son concurrent américain le plus proche, Bank of America Corp.

La FDIC a indiqué qu'elle n'aura pas à puiser dans son fonds d'assurance, ce que l'organisme a aussi évité lors de l'effondrement de Washington Mutual la semaine dernière.

Un poids lourd de la banque de détail

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — La banque Wachovia, dont les autorités ont organisé hier la reprise par Citigroup, est le quatrième établissement de crédit américain par les actifs, un poids lourd de la banque de détail qui avait rapidement grossi ces dernières années en absorbant des rivaux.

L'ancienne Wachovia National Bank, fondée en 1879, avait fusionné en 2001 avec la banque First Union pour devenir Wachovia Corporation, établie à Charlotte, en Caroline du Nord. Elle affichait à la fin de juin pour 812 milliards US d'actifs, pour l'essentiel sous forme de prêts.

La banque était très lourdement exposée aux prêts hypothécaires à risque (*subprimes*) et le marché spéculait ouvertement sur une possible faillite depuis qu'elle avait publié en juillet des pertes colossales de 8,6 milliards US. Sur un an, le titre avait perdu

73 %, jusqu'à ce que son action ne vaille plus que 10 \$US vendredi à la clôture de Wall Street.

La banque avait débarqué sa direction en juillet et porté à sa tête l'ancien adjoint d'Henry Paulson au Trésor, Robert Steel.

Très présente tout le long de la façade atlantique, elle dispose d'une excellente réputation dans la banque de détail.

Présente au total dans 21 États de l'Est et du Sud, mais aussi en Californie, au Colorado et en Illinois, la banque emploie 120 000 personnes et compte 15 millions de clients, particuliers et entreprises.

Elle était lourdement plombée par l'activité hypothécaire de la banque californienne Golden West, rachetée au pire moment (en mai 2006) et qui avait gonflé la proportion de prêts à risque dans son portefeuille.

Depuis 10 ans, Wachovia s'était aussi diversifiée dans la distribution de produits financiers auprès

des particuliers, en rachetant une demi-douzaine d'établissements, dont Prudential Securities en 2003 et en 2007 A.G. Edwards, devenue Wachovia Securities. La banque s'était ainsi hissée au deuxième rang du courtage de détail aux États-Unis, derrière Merrill Lynch.

Cette activité n'a pas été reprise hier par Citigroup.

Depuis plusieurs semaines, les rumeurs couraient sur l'imminence d'une alliance entre Wachovia et un autre établissement. Un rapprochement avec la banque d'affaires Morgan Stanley avait été évoqué, avant que la banque d'affaires ne se rapproche finalement de la japonaise Mitsubishi UFJ.

Puis, en fin de semaine dernière étaient parues des informations sur des discussions non seulement avec Citigroup, mais aussi avec la Wells Fargo de San Francisco, une des banques les plus solides des États-Unis grâce à une gestion très prudente, et l'espagnole Banco Santander.

HEC MONTRÉAL

Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques

vous invitent au colloque :

LES ENTREPRENEURS ONT-ILS VRAIMENT BESOIN D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION ?

17 octobre 2008 8 h 15 à 12 h 15
ALT Hôtel - Quartier Dix30 - Brossard

Un colloque pratique réunissant plus d'une dizaine de conférenciers experts dans la gestion de PME ou eux-mêmes entrepreneurs.



Présentation du rapport du Groupe de travail sur la Gouvernance des PME au Québec

Par **Michel Audet**, président du Groupe de travail et ex-ministre des finances du Québec



Dévoilement d'une étude inédite portant sur la gouvernance de 100 PME du Québec

Par **Michel Nadeau**, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP)

Parmi les conférenciers, **Jacques Daoust**, président et chef de la direction, Investissement Québec, **Jean-René Halde**, président et chef de la direction, Banque de développement du Canada, **Gaétan Morin**, premier vice-président aux investissements, Fonds de solidarité FTQ, **Patrice Vachon**, avocat, associé principal, Fasken Martineau et **Françoise Bertrand**, présidente-directrice générale, Fédération des chambres de commerce du Québec.

Trois panels :

Gérer seul ou avec d'autres : qu'attendent les entrepreneurs québécois des membres de leur conseil ? Veulent-ils vraiment s'entourer ?

Le comité consultatif plutôt qu'un conseil d'administration : pourquoi cette structure convient-elle parfois mieux à l'entrepreneur ?

Le conseil d'administration : dans certains cas, un véritable levier de croissance, mais comment choisir des membres qui vont créer de la valeur pour l'entrepreneur ?

Prix : 95\$ + taxes

Achat regroupé 10 billets :
850\$ + taxes

Nos partenaires :

FASKEN
MARTINEAU

Investissement
Québec

Desjardins

BDC

www.hec.ca/cadresetdirigeants/programmes/evbca.htm

Nomination

Corporation commerciale canadienne

Marc Whittingham

Président et chef de la direction

Le conseil d'administration est heureux d'annoncer la nomination de M. Marc Whittingham au poste de président et chef de la direction de la Corporation commerciale canadienne (CCC). Cette nomination est entrée en vigueur le 5 septembre 2008. Il siègera aussi sur le conseil d'administration de la Corporation. M. Whittingham, avec ses solides connaissances en approvisionnement et passation de contrats, ainsi qu'en matière de gouvernance d'entreprise, guidera la CCC à réaliser la direction stratégique du conseil et à développer les activités d'expansion et les occasions d'affaires de la Corporation.



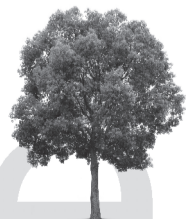
Avant cette nomination, M. Whittingham a servi à titre de président et chef de la direction sur une base intérimaire, ainsi qu'à titre de vice-président, Stratégie et développement organisationnel à la CCC. Sa carrière au sein de la fonction publique a compris plusieurs postes de direction dans des ministères fédéraux, tel que Sécurité publique Canada, Industrie Canada, le ministère des Pêches et des Océans, le Bureau du Conseil privé et le ministère de la Défense nationale.

M. Whittingham a aussi servi dans les Forces canadiennes, où il a servi sur les navires canadiens de Sa Majesté, le Nipigon et l'Iroquois. Il détient une maîtrise en études de guerre du Collège militaire du Canada (2001) et un B.A.A. du Collège militaire royal de Saint-Jean (1976).

La CCC est une société d'État du gouvernement du Canada. Son mandat est de soutenir l'expansion du commerce, ce qu'elle fait en signant et en gérant plus d'un milliard de dollars en contrats d'exportation annuellement, et en fournissant des services aux exportateurs canadiens et aux acheteurs internationaux.

www.ccc.ca

CCC
Corporation Commerciale Canadienne
Canadian Commercial Corporation



McMillan S.E.N.C.R.L., s.r.l. est fière de féliciter les groupes Canderel et Proment à l'occasion de la livraison de la première phase du nouveau campus de Bell Canada à l'Île-des-sœurs.

Félicitations pour ce grand succès!

mcmillan
prenez les devants

McMillan S.E.N.C.R.L., s.r.l./LLP | Montréal | Toronto | Avocats | www.mcmillan.ca

CHAPEAU, BELL CANADA

Félicitations à Bell Canada pour son tout nouveau siège social de L'Île-des-Sœurs construit par Canderel avec une rapidité étonnante et le souci de l'excellence.

Pour la majorité des Montréalais, le 1er juillet est la chaude journée de déménagement, mais 4 000 employés de Bell Canada ont délaissé cette tradition pour intégrer leurs nouveaux bureaux le 1er septembre alors que l'entreprise ouvrait officiellement les portes de son campus d'affaires de L'Île-des-Sœurs. Canderel tient à féliciter Bell Canada d'avoir réussi avec brio ce déménagement planifié depuis 2006. Nous sommes très fiers d'avoir participé à cette audacieuse initiative. Nous avons compris votre vision, nous avons trouvé l'endroit idéal et nous avons construit l'édifice rêvé, en respectant les budgets et les échéances prévus. Le moment est propice pour célébrer l'achèvement de la première phase de ce nouveau et prestigieux siège social.



Du rêve à la réalité

Quel parcours pour arriver à destination! L'aventure a commencé avec une idée: la création d'un siège social moderne encourageant l'innovation et la collaboration. Les dirigeants de

Bell voulaient un endroit propice au travail d'équipe, la coopération et la consultation, près du centre-ville et capable d'accueillir les employés dispersés dans 16 établissements tout en conservant une ambiance décontractée à la manière d'un campus universitaire rempli d'espaces publics.

Canderel et son équipe ont relevé le défi. Autrefois un terrain d'exercice de golf, la pointe nord de L'Île compte maintenant 605 000 pieds carrés d'espace de bureaux. Des pistes cyclables et des sentiers pédestres longent les berges du territoire qui offre une vue spectaculaire sur le fleuve Saint-Laurent et le centre-ville de Montréal au-delà de l'autoroute Bonaventure. Les services et les commodités comprennent un stationnement souterrain de

deux étages, une garderie, un centre de conditionnement physique, des restaurants, des locaux bancaires, une cour aménagée toute en verdure et une cafétéria plein service avec foyer, terrasse et fenêtres du plancher au plafond. Et ce n'est que la phase I!

La phase II du campus Bell, prévue pour février 2009, comprend deux immeubles totalisant 235 000 pieds carrés. Une élégante passerelle en verre reliera la phase II aux trois immeubles de quatre, cinq et huit étages de la phase I. Outre la passerelle, de nombreux passages suspendus et de vastes escaliers permettent de se promener d'un édifice à l'autre de façon pratique et agréable, infusant une atmosphère de communication et de créativité. En complément à ces couloirs, des murs de fenêtres à tous les étages laissent entrer la lumière du jour mettant en vedette l'unique architecture conçue par Brian Burrows de Architex.



Aux limites du possible

Dès le début, Brian Burrows a fourni des esquisses afin de mettre la vision de Bell sur papier. Il a immédiatement fait preuve d'un engagement sans limite, tout comme les autres partenaires du projet qui ont collaboré ensemble pour réaliser



l'impossible : construire, en 17 mois seulement et selon des normes de qualité exceptionnelles, le plus important développement du secteur privé à Montréal depuis 30 ans. Tous ont donné leur maximum afin d'amener ce projet de 250 millions de dollars à bon port. Citons entre autres Samuel Gewurz, Corporation Proment; Stephen Kaplan, Constructions Reliance; Claude Trudel, maire de l'arrondissement de Verdun; et Gérard Tremblay, maire de Montréal.

« Il régnait une remarquable volonté collective vouée à mener le projet à bien, » affirme Jonathan Wener, président du Conseil de Canderel. « Nous avons tous déployé de véritables efforts pour trouver des solutions. » Ce qu'ils ont d'ailleurs fait à une vitesse prodigieuse, avec des gens de tous les échelons travaillant jour et nuit pendant plusieurs mois. En effet, ingénieurs, avocats, maçons, électriciens, banquiers, peintres, spécialistes en revêtement de sol, consultants immobiliers, designers d'intérieur, spécialistes en fenêtre et ventilation, arpenteurs, architectes-paysagistes, architectes-construteurs, spécialistes de l'environnement et spécialistes LEED, plombiers, surintendants, contremaîtres et ouvriers – tous les acteurs du projet ont rigoureusement maintenu une compétence de haut niveau et apporté une coopération sans réserve dans leur travail quotidien.



L'environnement en tête

Il était également très important pour Bell d'intensifier un programme de recyclage déjà en place en construisant son nouveau siège social selon des normes environnementales. Dotés de systèmes électriques et mécaniques à haut rendement permettant de réduire la consommation d'énergie de 40 %, les immeubles resteront frais l'été et chauds l'hiver grâce à des toits verts (certains sont couverts de végétaux, d'autres d'une épaisse couche de pierres blanches). D'autres innovations écologiques comprennent des installations sanitaires réduisant la consommation d'eau de même que des mastics, adhésifs, tapis et autres matériaux sans danger pour l'environnement. Tout au cours de la construction, le site a maintenu une gestion responsable des déchets en faisant du recyclage et en réduisant la poussière et la saleté. Un heureux dénouement à ces initiatives : le campus Bell sera homologué LEED (Leadership in Energy and Environmental Design), la norme la plus stricte en Amérique du Nord en matière de développement environnemental et durable. Il s'agit du premier immeuble à bureaux d'envergure à Montréal à avoir adopté l'approche LEED dans son développement.

Merci à toute l'équipe d'avoir collaboré avec nous à la construction d'un siège social écologique et durable à l'image de Bell à l'aube d'une ère nouvelle en télécommunications. Nous levons notre chapeau à Bell pour son engagement et son audace dans la création d'un espace convivial dans un endroit spectaculaire, à quelques pas du centre-ville de Montréal et au cœur d'une longue tradition d'excellence qui se poursuivra au cours des années à venir.

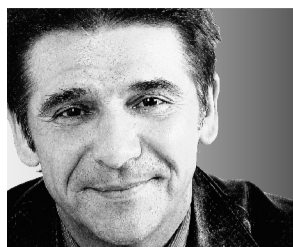


Félicitations à Bell Canada ! Canderel et son équipe sont très fiers d'avoir collaboré avec vous à cette ambitieuse aventure.

Aménagement Côté Jardin inc.	Armatures Bois-Francis Inc.	Armoires Mille îles	Arrondissement de Verdun	Borden Ladner Gervais LLP S.R.L., S.E.N.C.R.L.	Brian Burrows Architects	BT Céramique Inc.	Canadian Imperial Bank of Commerce Bank of Nova Scotia West of L. B.	Conseillers M. Saban Inc.
Construction Rhema Inc.	Corporation Proment	CPL Couvre-Planchers Labrosse Inc.	Decasult	Électricité Tri-Tech Inc.	Groupe Astra Coffrages	Groupe Lessard Inc.	GVA Devencore	H.K. Glass Inc.
HAWORTH, Inc.	Innova + Ædifica	Inspec-Sol inc.	Integro (Canada) Ltée Courtiers D'Assurance	Jacques Goudreault, arpenteur-géomètre	Java U Catering	Kolostat inc.	Le Groupe Repro Desmarais	L'Écuyer Daoust Experts-Conseils
Les Constructions Bricon Ltée	Les Entreprises Catcan Inc.	Les Peintres Filmar Inc.	Les Productions Éclipse inc.	Martin Roy et Associés	McMillan S.E.N.C.R.L., S.R.L./LLP	Mécanique Rojec Ltée	MJM CONSEILLERS EN ACOUSTIQUE INC.	Otis Canada Inc.
Patenaude-Trempe Inc.	PERRON, HUDON, BÉLANGER ARPENTEURS- GÉOMÈTRES	Reliance Construction of Canada Ltd.	CANDEREL	RSM Richter	CANDEREL	Saramac inc.	SDK et associées	Société immobilière BMO Marchés des capitaux Inc.

WASHINGTON ATTISE LA CRISE

A-t-on touché le creux ?



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

Comme rien ne va plus à Wall Street, Bay Street s'effondre, tout comme les autres grandes places boursières du monde entier.

À la suite de la décision de la Chambre des représentants américains de rejeter le plan de sauvetage de 700 milliards US proposé par l'administration Bush et la Réserve fédérale pour payer les pots cassés par les banquiers américains, les marchés boursiers nord-américains ont enregistré hier une autre magistrale débandade.

Personnellement, je trouve que les creux atteints hier devraient suffire !

La « grande » question de l'heure: a-t-on atteint hier le niveau plancher de la présente crise boursière? Par plancher, on entend le niveau à partir duquel les grands indices boursiers repartiront à la hausse sur des bases solides. Par plancher, on entend également le niveau qui escompte toutes les mauvaises nouvelles boursières ou presque.

Depuis le début du mois de septembre, ce sont les catastro-

phes bancaires qui alimentent la violente déconfiture boursière. La crise américaine des hypothèques à risque (*subprimes*) est en train de faire couler des banques partout dans le monde. Il ne se passe pas une journée sans qu'on découvre une nouvelle histoire d'horreur bancaire.

Et toutes ces histoires d'horreur bancaire ont forcément un effet domino sur les sources de crédit qui font tourner la planète économique et financière. Voilà pourquoi, de façon simpliste, tous les secteurs boursiers (à l'exception des aurifères) subissent présentement un violent choc.

On est dans une spirale baissière... La Bourse baisse parce que les investisseurs institutionnels sont sur la déprime. Ces derniers laissent tomber une portion de leurs titres parce que la Bourse tombe de plus belle.

Ils se disent qu'ils rachèteront à meilleurs prix plus tard.

Quand ?

Historiquement parlant, je serais porté à croire que le niveau plancher de la présente crise boursière ne devrait pas être trop loin. Personnellement, je trouve que les creux atteints hier devraient suffire! Voyons le désastre ensemble.

Par rapport à son sommet des 52 dernières semaines, le principal indice de la Bourse de New York, le S&P 500, accusait hier à la fermeture une baisse de 29,8%.

Le NASDAQ, lui, a bouclé la séance d'hier en chute de 30,7% par rapport à son haut des 12 derniers mois. Et en ce qui concerne le Dow Jones, il affichait une débandade de 27% par rapport à son record des 52 dernières semaines.

Pendant ce temps-là, la Bourse canadienne subissait malheureusement le même sort et enregistrait de très fortes baisses. En cours de séance hier, le principal indice de la Bourse de Toronto a touché un creux de 11 171 points, ce qui donnait un repli de 26,3% à comparer au récent record historique (15 154 points) atteint cette année.

Pour sa part, la Bourse de croissance de Toronto a poursuivi sa magistrale déconfiture. Elle accuse présentement une chute de 57% par rapport à son sommet des 52 dernières semaines.

En ce lendemain de chute boursière, une chose m'apparaît évidente: il y aura adoption du plan de sauvetage des banquiers américains... et la Bourse repartira à la hausse. J'en rêve!



PHOTO RICHARD DREW, ASSOCIATED PRESS

À la suite de la décision de la Chambre des représentants américains de rejeter le plan de sauvetage de 700 milliards US proposé par l'administration Bush et la Réserve fédérale pour payer les pots cassés, les marchés boursiers nord-américains ont enregistré hier une autre magistrale débandade.

Les petits investisseurs perdent des plumes

CATHERINE HANDFIELD

Michel Caron a ouvert les pages économiques du journal, hier matin, au retour de vacances. Une mauvaise nouvelle l'attendait: ses placements boursiers avaient chuté de 35 000\$ au cours des deux dernières semaines. L'entrepreneur de 58 ans prévoyait prendre sa retraite au printemps. Il devra peut-être changer ses plans.

«Pour les six prochains mois, je ne panique pas, dit-il. Mais si la crise perdure après ça, je repousserai ma retraite d'un autre six mois. Si je ne puise pas d'argent dans mon compte, je pourrai combler mes dettes.»

La crise financière qui secoue actuellement le monde boursier a un impact direct sur les petits investisseurs. En moyenne, le portefeuille boursier des Canadiens a chuté

souligne-t-il. La condition des portefeuilles des clients est fortement corrélée à la diminution des titres, et c'est essentiellement la même variation partout au Québec.»

« Je n'en parle pas à ma conjointe, mais disons que je suis en mode sauver les meubles. »

d'environ 17% depuis un mois, selon Yves Lorange, vice-président placements et stratégies chez Valeurs mobilières Desjardins.

«L'indice TSX de Toronto a baissé de 17% depuis un mois,

Des baisses considérables

Pour certains, la baisse est plus légère. Mais pour d'autres, toutefois, elle est beaucoup plus importante.

Thierry Lefèvre, conseiller en télécommunications de

Montréal, est de ceux-là. La valeur de ses placements à risque a plongé de 30% depuis un mois. « Mon portefeuille a fondu de 20 000\$, se désole l'homme de 29 ans. Aujourd'hui seulement, je constate une baisse de 9%! »

La dégringolade des marchés financiers lui fait peur, admet-il. « D'autant plus que les compagnies dans lesquelles j'ai investi sont plutôt solides, ajoute-t-il. Le titre de Sears Canada a plongé de 30% à 18\$ en un an... »

« Je n'en parle pas à ma conjointe, mais disons que je suis en mode sauver les meubles. »

Lucie, une secrétaire juridique de Montréal qui préfère garder l'anonymat, admet avoir éclaté en sanglots samedi dernier, découragée par les sombres perspectives économiques qui selon elle la guettent.

Entre la mi-août et la mi-septembre, son portefeuille boursier a fondu de 33 000\$. Depuis, elle n'ose plus consulter la valeur de ses placements dans les journaux.

« J'ai 65 ans, soupire-t-elle. Je prévoyais prendre ma retraite dans quatre ans, mais je ne sais plus si j'aurai les reins assez solides. Mais je ne sais pas, non plus, si mon employeur va accepter de me garder à 70 ans... »



L'AUDACE EN AFFAIRES

12 GROSSES POINTURES À APPLAUDIR LE 20 NOVEMBRE



DU COMMERCE HEC MONTRÉAL

Astral Media Affichage

Desjardins

Transcontinental

LOREAL CANADA

LA PRESSE

1200 milliards partent en fumée

FUMÉE

suite de la page 1

La journée d'hier a commencé avec des secousses boursières en Europe, après un week-end de sauvetages bancaires sans précédent outre-Atlantique.

Puis, en après-midi, les Bourses nord-américaines ont basculé après le vote négatif à la Chambre des représentants.

À New York et à Toronto, les indices Dow Jones et S&P/TSX ont encaissé chacun leur pire chute en points de leur histoire: 777 points et 840 points respectivement.

En pourcentage, ces chutes sont moins dramatiques de prime abord, mais néanmoins substantielles pour une seule séance.

Presque 7 % de baisse pour l'indice torontois S&P/TSX et le new-yorkais Dow Jones. Quant à l'indice plus général S&P500 de la Bourse américaine, il a reculé de 8,8 %.

Les deux indices phare de la Bourse américaine sont désormais en baisse d'environ 23 % cette année, dont la moitié est survenue durant le seul mois de septembre.

Hier, les actions de sociétés financières ont encore subi la pire raclée, recalées par les inquiétudes d'autres faillites bancaires.

Le géant bancaire Citigroup a reculé de 12 %. Son vis-à-vis JP Morgan Chase, impliqué dans quelques rachats de sauvetage à Wall Street, a reculé de 15 %.

En parallèle, des banques régionales ont fait l'objet d'autres rumeurs de problèmes de solvabilité.

National City, une banque de 142 milliards US d'actif établie à Cleveland, a perdu 63 % de sa valeur en quelques heures. Pour sa part, Sovereign Bancorp de Philadelphie, qui gère 64 milliards US d'actifs, a vu sa valeur amputée de 74 %.

Des géants de l'industrie et de l'énergie ont aussi reçu une forte giflle en Bourse, de la part d'investisseurs craignant l'impact d'une récession nord-américaine, sinon mondiale.

Par exemple, la valeur de l'équipementier des télécoms Motorola a reculé de 12 %, de même que celle des constructeurs automobiles Ford et GM.

Repli pétrolier

Les actions de la pétrolière Exxon Mobil ont fléchi de 8 %, conséquence du repli de 10 \$US du prix du brut à 96,37 \$US le baril.

Ce repli pétrolier a aussi marqué une autre séance très négative envers les matières premières, que les investisseurs voient comme les premières victimes d'un ralenti économique mondial.

Encore une fois, c'est à la Bourse de Toronto que ce sentiment négatif a le plus frappé. La chute de 7 % de l'indice S&P/TSX a même porté à 18 % son recul pour le seul mois de septembre.

La journée aurait pu être pire à Toronto n'eût été l'engagement renouvelé des investisseurs pour les sociétés aurifères.

Le géant canadien Barrick Gold, en particulier, a gagné 5 % hier.

Aussi, des sociétés financières du Canada, banques et assureurs-vie surtout, réputées en meilleure santé que leurs voisines américaines, ont plutôt bien résisté à la déroute boursière d'hier.

En contrepartie, le secteur des entreprises de métaux a basculé de 12 %, alors que les prix de matériaux comme le cuivre reculaient encore.

L'indice sectoriel des pétrolières à Toronto a aussi reculé de 9,8 %, reflétant la soudaine baisse du prix du brut sous les 100 \$US le baril.

Par ailleurs, comme à New York, les actions d'importantes entreprises industrielles cotées à Toronto ont subi les craintes des investisseurs envers le risque de récession mondiale.

Ainsi, Bombardier a reculé de 10 %, à 5,12 \$, et Research In Motion, société mère des communicateurs BlackBerry, a été recalée de 6 %.

- Avec Bloomberg, AP, AFP

Le gouvernement français sur le qui-vive



MARC THIBODEAU

PARIS

Le gouvernement français, sur le qui-vive en raison de la propagation de la crise financière au continent européen, a convoqué ce matin les représentants des principales banques et compagnies d'assurances du pays pour tenter d'anticiper les prochains feux.

La rencontre doit être chapeautée par le président, Nicolas Sarkozy, qui sera accompagné du premier ministre, François Fillon, de la ministre de l'Économie et des Finances, Christine Lagarde, et du gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer.

La semaine dernière, M. Sarkozy avait assuré dans un discours très médiatisé que l'État se porterait garant de « la sécurité et de la continuité » du système bancaire et financier de la France.

La décision de réunir ses principaux acteurs d'urgence a été annoncée hier avant même le rejet par la Chambre des représentants du plan de sauvetage américain, survenue après l'heure de fermeture des

Bourses. Le CAC40, promis à une nouvelle chute ce matin, a reculé de 5 %, plombé par l'évolution des titres bancaires. Il s'agissait de sa deuxième perte en importance de l'année.

Dexia, une institution franco-belge, avait perdu près du tiers de sa valeur à l'issue de la journée, fragilisée par un article d'un journal français affirmant qu'elle allait devoir se recapitaliser.

Le gouvernement belge a fait savoir en fin de soirée, pour rassurer les marchés, qu'il participerait au renflouage financier de l'institution. L'État français, qui est actionnaire de Dexia par l'entremise de la Caisse des dépôts et consignations, devrait aussi contribuer à l'opération, la ministre Lagarde ayant assuré dans la journée que Paris « prendrait ses responsabilités ».

La haute direction de Dexia avait convoqué une réunion extraordinaire dimanche pour évaluer la situation créée par les difficultés de Fortis. Cette importante banque belgo-néerlandaise, aussi active dans le secteur de l'assurance, a dû être partiellement nationalisée au cours de la fin de semaine pour éviter la faillite.

La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont annoncé qu'ils entendaient injecter plus de 11 milliards d'euros pour remettre sur pied l'institution, qui dispose d'une filiale française.



La semaine dernière, Nicolas Sarkozy, président de la République, avait assuré dans un discours très médiatisé que l'État se porterait garant de « la sécurité et de la continuité » du système bancaire et financier de la France.

Hier, elle a instauré un dispositif téléphonique spécial pour tenter de répondre aux épargnants qui s'inquiétaient pour leurs avoirs.

La rencontre ayant mené à l'intervention des trois pays s'est tenue en présence du président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude

Trichet, qui craint les risques de contamination.

Hier, la BCE a annoncé qu'elle entendait injecter 120 milliards d'euros pour faciliter l'accès des banques à des liquidités. En précisant que d'autres interventions « spéciales » de même nature suivront d'ici à la fin de l'année.

Des solutions de paie qui font le travail.

Gestion de paie et de personnel*

- Des solutions qui travaillent pour votre entreprise
Des technologies pour gérer les salaires et les données d'employés.
- Une gestion simple, flexible et accessible
Des ressources humaines et logicielles pour simplifier le quotidien.

1 800 361-8688 (poste 0721)
www.bnc.ca/paie

BANQUE NATIONALE

*Centre de services de paie CGI inc. est l'unique fournisseur des solutions et des services de traitement de la paie, commercialisés sous la marque Nethris^{MC}, à l'égard desquels la Banque Nationale du Canada agit uniquement à titre de distributeur. Nethris^{MC} est une marque de commerce de Centre de services de paie CGI inc.

LA PRESSE AFFAIRES

Pire dégringolade du titre d'Apple en huit mois

BLOOMBERG

L'action d'Apple, ce fabricant d'ordinateurs dont le titre avait franchi la barre des 200 \$US l'an dernier, a subi hier sa pire dégringolade en huit mois à la Bourse NASDAQ après qu'une analyste de Morgan Stanley eut émis l'avis que la baisse des prix allait affecter la croissance des bénéfices de la société.

Hier, Kathryn Huberty, de Morgan Stanley à New York, a

revu à la baisse de 35 % sa prévision de prix cible pour l'action d'Apple, la faisant passer de 178 \$US à 115 \$US.

Hier, le titre d'Apple a chuté de 22,98 \$US, ou 17,9 %, à 105,26 \$US, son niveau le plus bas depuis mai 2007. Avant la journée d'hier, l'action avait perdu 35 % de sa valeur cette année.

L'action d'Apple, qui avait été parmi les grandes gagnantes des acteurs de l'industrie de la tech-

nologie en 2007 en raison de la hausse des ventes d'ordinateurs Macintosh et de l'optimisme entourant le lancement éventuel de l'iPhone, sera affectée par le ralentissement des commandes, a écrit M^{me} Huberty dans un rapport. Apple, de Cupertino, en Californie, devra sabrer ses prix pour affronter la concurrence au cours de la saison des Fêtes à venir, ce qui réduira les bénéfices par action, a-t-elle ajouté.

« Même selon le scénario le plus favorable, les bénéfices par action vont décélérer de manière marquée par rapport aux niveaux du trimestre de juin », a écrit M^{me} Huberty.

Révision à la baisse

Par ailleurs, RBC Marchés des capitaux a également révisé à la baisse hier sa recommandation touchant le titre d'Apple.

Steve Jobs, PDG d'Apple, a eu recours à des promotions pour

faire mousser les ventes de micro-ordinateurs lors de la saison de magasinage de la rentrée et il a injecté des fonds pour la mise au point de nouveaux produits. Ce mois-ci, il a lancé des lecteurs de médias iPod plus minces et il a réduit de 23 % le prix des modèles à écran tactile, ce qui devrait attirer les consommateurs en quête de rabais avant la saison des Fêtes.

Mais Apple pourrait devoir aller plus loin encore. La société doit délaissier les produits qui coûtent plus de 1500 \$US, tandis que les consommateurs sont plus enclins à acheter des ordinateurs personnels moins chers, estime M^{me} Huberty.

Celle-ci a abaissé ses prévisions de profit du quatrième trimestre de 12 cents US, à 1,62 \$US par action, et fait passer ses prévisions de ventes de 11 milliards US à 10,7 milliards US.

ÉTATS-UNIS

L'essoufflement de la consommation des ménages se poursuit

MARC JOURDIER
AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — L'essoufflement de la consommation des ménages aux États-Unis, moteur traditionnel de la croissance, ajoute aux difficultés de l'économie et semble rapprocher un peu plus le pays de la récession.

Selon les chiffres publiés hier par le ministère du Commerce américain, les dépenses de consommation des ménages sont restées stables en août par rapport au mois précédent, après avoir augmenté de 0,7 % en mai, de 0,5 % en juin et de 0,1 % en juillet.

Cet essoufflement de la consommation signifie que l'effet lié aux chèques de remises d'impôt accordés par les autorités, précisément pour relancer la croissance,

a fait long feu. Ces chèques, qui constituaient une des mesures du plan d'aide à l'économie voté par le Congrès au printemps, ont été envoyés aux ménages essentiellement de la fin avril jusqu'à la

consommation inquiets pour l'avenir.

Cet étranglement des dépenses des ménages a de quoi inquiéter les autorités américaines, dans la mesure où la consommation

Cet étranglement des dépenses des ménages a de quoi inquiéter les autorités américaines, parce que la consommation intérieure représente normalement près de 70 % du PIB.

mi-juillet.

La modération de l'inflation (l'indice des prix liés aux dépenses de consommation des ménages est resté quasi stable en août), conjuguée à la baisse des prix du pétrole, n'a apparemment pas eu d'effet sur les intentions d'achats

intérieure représente normalement près de 70 % du produit intérieur brut (PIB) des États-Unis. Si le frein mis aux dépenses de consommation découle sans nul doute possible de la situation économique actuelle, il risque fort d'avoir à son tour des consé-

quences négatives sur l'ensemble de l'économie et d'alimenter un cercle vicieux.

Selon les chiffres corrigés des variations saisonnières publiés par le ministère du Commerce, les revenus des ménages ont augmenté en août de 0,5 % par rapport au mois précédent, après avoir baissé de 0,6 % en juillet.

Mais leur revenu disponible a reculé de 0,9 % par rapport à juillet, après avoir baissé de 0,8 % le mois précédent.

« Les consommateurs gagnent toujours un peu d'argent, mais ils ne trouvent aucun intérêt à le dépenser », résume l'économiste indépendant Joel Naroff.

Les chiffres publiés hier viennent corroborer les observations de la Réserve fédérale (Fed), qui

s'inquiétait début septembre de la faiblesse de la consommation des ménages, notant dans son Livre Beige sur les perspectives de l'économie que les acheteurs étaient « concentrés sur les produits de première nécessité », « délaissant le superflu ».

Après la révision en baisse vendredi du chiffre de la croissance du PIB à 2,8 % en rythme annuel, plusieurs analystes estiment désormais que les États-Unis sont entrés en récession au cours du troisième trimestre.

L'économiste Brian Bethune, du cabinet Global Insight, estime que « les dépenses de consommation réelles des ménages baisseront de 2,2 % au troisième trimestre » et que la croissance restera au mieux « à peu près stable ».

Tablant également sur une baisse de la consommation totale pendant l'été, Marie-Pierre Ripier, économiste de Natixis, dit s'attendre désormais à une « récession » pour les deux derniers trimestres de l'année en cours.

M. Naroff juge de même que « la croissance pourrait être négative au troisième trimestre ». Et, dit-il, même si le Congrès adopte cette semaine le plan de sauvetage des banques proposé par le gouvernement, « il ne faut pas s'attendre à une croissance solide avant un certain temps ».

10^e édition

FORCES AVENIR

RECONNAÎTRE + PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT ÉTUDIANT

GALA 2008

Le 1^{er} octobre 2008, sur le parquet du Centre CDP Capital, à Montréal.



FINALISTES AVENIR PERSONNALITÉ 2^E ET 3^E CYCLES

KARINE LAVERTU

ENGAGÉE À METTRE L'INGÉNIERIE AU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU PROGRÈS SOCIAL

Pourvue d'une conscience écologique exemplaire, Karine Lavertu, étudiante au doctorat en génie mécanique, clame haut et fort que sauvegarde de l'environnement et progrès social vont de pair. Membre du groupe Génie-Vert, elle influence favorablement les futurs ingénieurs et prend part à plusieurs projets, dont celui de dépolluer le Petit lac Saint-François. Avec la coopérative d'habitation l'Estudiantine, Karine, par son engagement, a contribué à la conception de bâtiments plus écologiques.



Université de Sherbrooke

SÉBASTIEN ROJO

ENGAGÉ À FAIRE NAÎTRE EN CHAQUE JEUNE LA VOLONTÉ DE REPOUSSER SES LIMITES

Sportif d'élite, Sébastien Rojo, étudiant au doctorat en éducation, est entraîneur-chef de l'équipe canadienne de télémark, s'implique à titre d'instructeur de ski-chaise pour des jeunes handicapés et s'engage également dans l'Association québécoise des enfants aphasiques. Guide de plein air accompli, l'étudiant a accompagné de jeunes autochtones dans un périple en montagne de 21 jours. En consacrant ainsi ses énergies à la jeunesse, Sébastien souhaite offrir un horizon un peu plus clair aux jeunes qu'il rencontre.



Université du Québec à Chicoutimi

MARIKA TREMBLAY

ENGAGÉE À DONNER AUX POPULATIONS MARGINALISÉES LA POSSIBILITÉ DE S'EXPRIMER

En enseignant à des réfugiés palestiniens ou encore en développant un programme de profilage nutritionnel au Mexique, Marika Tremblay se distingue par ses gestes générateurs de retombées. Étudiante à la maîtrise en science politique, elle a lancé le projet Pensée dehors, qui stimule la réinsertion sociale des populations marginalisées par une démarche d'initiation à la radio. Active dans l'Auberge Madeleine, Marika a choisi de réaliser un documentaire qui lève le voile sur le phénomène de l'itinérance féminine.



Université du Québec à Montréal

Dix ans d'engagement à bâtir l'avenir

FORCESAVENIR.QC.CA/2008/2E3ECYCLES








À L'AGENDA

PREVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action M: million G: milliard

AUJOURD'HUI
Confiance des consommateurs (États-Unis) sept.: **56,5** août.: **56,9**
Linamar BPA 3T: **23c**
Pepsi Bottling BPA 3T: **1,04\$US**

DEMAIN
Indice ISM Manufacturier (États-Unis) sept.: **50,0** août.: **49,9**
Dépenses de construction (États-Unis) août.: **-0,5%** sept.: **-0,6%**

JEUDI 2 OCTOBRE
Commandes industrielles (États-Unis) août.: **-1,7%** juillet.: **1,3%**
Marriott International BPA 3T: **32cUS**

VENDREDI 3 OCTOBRE
Taux de chômage (États-Unis) septembre: **6,1%** août.: **6,1%**
 Salaire horaire moyen (annuel) (États-Unis) septembre: **3,6%** août.: **3,6%**

LUNDI 6 OCTOBRE
Permis de construire (Canada) août.: **-0,6%** juillet.: **1,8%**
Indice des directeurs d'achats Ivey (Canada) août.: **51,0** juillet.: **51,5**

MARDI 7 OCTOBRE
Crédit à la consommation (États-Unis) août.: **5,5G\$US** juillet.: **4,6G\$US**
Alcoa BPA 3T: **61cUS**
Yum! Brands BPA 3T: **54cUS**

Source: Bloomberg
POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

		3	6					
		9						4
	1		5		9	2		6
5		2						7
		1	6					3
			1		7		4	
4		5					7	9
			3	8				
	8							

Niveau de difficulté : MOYEN

1146

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

1	8	6	4	5	2	3	7	9
3	4	9	8	1	7	5	2	6
7	2	5	6	9	3	4	8	1
5	9	8	1	3	6	2	4	7
6	7	2	9	8	4	1	5	3
4	3	1	7	2	5	6	9	8
9	6	3	2	4	8	7	1	5
8	5	4	3	7	1	9	6	2
2	1	7	5	6	9	8	3	4

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary

1145

Sun Life nomme Jon Boscia au poste de président

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La Financière Sun Life a annoncé hier la nomination de l'Américain Jon Boscia au poste de président de l'assureur torontois.

Âgé de 56 ans, M. Boscia s'établira à Wellesley Hills, au Massachusetts, et il sera responsable de l'ensemble des activités de la Sun Life aux États-Unis, exception faite de celles de la Massachusetts Financial Services Company, ainsi que du marketing à l'échelle mondiale.

M. Boscia exercera ses fonctions à partir du 14 octobre.

Par ailleurs, Westley Thompson, 53 ans, et Terrence Mullen, 43 ans, se joindront le 27 octobre à l'équipe de M. Boscia en qualité de président de la Financière Sun Life États-Unis et de président de la Sun Life Financial Distributors, respectivement.

Donald Stewart, chef de la direction de la Financière Sun Life, a indiqué par voie de communiqué que «Jon jouit d'une excellente réputation et il est largement

reconnu comme un leader de premier plan dans l'industrie en ce qui touche les régimes de retraite,

« Jon jouit d'une excellente réputation et il est largement reconnu comme un leader de premier plan dans l'industrie », a déclaré le chef de la direction de Sun Life.

l'assurance et la gestion de placements. Il a également été à la tête d'une société ouverte florissante».

M. Boscia a pris sa retraite du Lincoln Financial Group en août 2007, après y avoir occupé

des compagnies du groupe Financière Sun Life s'élevait à 4,3 milliards de dollars.

Avec ses partenaires, la société exerce ses activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Irlande, à Hong-Kong, aux Philippines, au Japon, en Indonésie, en Inde, en Chine et aux Bermudes.

À la Bourse de Toronto, hier, le cours de l'action de la Financière Sun Life clôturait à 36,50\$, en baisse de 60 cents.

S&P revoit à la baisse la note de la dette à long terme de Fortis

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — L'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé hier avoir abaissé la note de la dette long terme du bancassureur Fortis, de «A+» à «A», après l'annonce de sa nationalisation partielle.

La perspective sur le groupe est «indéterminée», ce qui signifie qu'elle peut être, à l'avenir, revue à la baisse comme à la hausse, ou être maintenue en l'état, précise S&P dans un communiqué.

WACHOVIA

Manuvie exposée à hauteur de 600 millions

LA PRESSE CANADIENNE

La Financière Manuvie évalue à un peu moins de 600 millions de dollars son exposition dans Wachovia Corp., dernière grande banque américaine à tomber dans la foulée de la secousse qui ébranle Wall Street.

L'information a été dévoilée par le grand patron de la compagnie d'assurances, Dominic D'Alessandro, lors d'une conférence tenue à l'intention d'investisseurs à Toronto hier matin.

Il a toutefois ajouté que Manuvie est prête à affronter cette crise financière.

Plus tôt ce mois-ci, Manuvie a indiqué qu'elle avait de plus de 800 millions US dans Lehman Brothers, American International Group et Washington Mutual, les trois premiers géants de Wall Street à avoir craqué en raison de leurs difficultés financières.

L'action de Manuvie a baissé de 1,55\$, ou 4,1%, à 36,25\$, à la Bourse de Toronto hier.

La gestion d'actifs de Lehman vendue aux fonds Bain et Hellman & Friedman

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — La gestion d'actifs de la banque d'affaires Lehman Brothers, Neuberger Berman, a été cédée aux fonds d'investissement Bain Capital et Hellman & Friedman pour 2,15 milliards US en numéraire, a annoncé la banque britannique Barclays, nouvelle propriétaire de Lehman.

La transaction, qui va se faire en numéraire, porte sur «Neuberger Berman, une société de gestion d'actifs vieille de 69 ans, et des activités dans l'obligation et dans la gestion de certains actifs alternatifs», détaille Barclays, dans un communiqué.

«Une nouvelle société indépendante sera créée, comprenant les activités gérant plus de 230 milliards US d'actifs au 31 août 2008», poursuit-il.

Acculé par les dettes et l'effondrement de son cours boursier, Lehman Brothers s'est placé il y a 15 jours sous la protection de la loi américaine sur les faillites (chapitre 11).

Depuis les meilleurs morceaux de Lehman sont récupérés à bas prix par ses concurrents: la britannique Barclays a racheté les activités encore viables de Lehman Brothers et son siège new-yorkais, tandis que le japonais Nomura a mis la main sur ses activités en Asie et en Europe.

DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

* Modifications aux renseignements déjà publiés.
A = annuelle; S = spéciale; G = générales;
X = supplémentaire; E = extraordinaire.
% = annulé; @ = ajournée.

Raison sociale	Date inscr.	Date d'ass.	Type d'ass.
Advantex Marketing Int'l Inc	Oct 15	Dec 04	AS
Algorithm Media Inc	*Sept26	Oct 27	AGS
Anaconda Mining Inc	Oct 10	Nov 10	AG
Australian Solomons Gold Ltd	Oct 17	Nov 25	AG
Bevo Agro Inc.	Nov 05	Dec 08	AG
Bontan Corporation Inc.	Nov 17	Dec 19	AS
Cadillac Ventures Inc.	Oct 17	Nov 20	AS
Callinan Mines Ltd	Oct 15	Dec 12	A
Canadian International Mineral	Oct 07	Nov 07	AGS
Capital MLB Inc	Sept29	Nov 04	AS
Carlway Capital II Corp.	Oct 21	Nov 20	A
Cascadero Copper Corporation	Oct 23	Nov 27	AGS
Centamin Egypt Limited	Oct 24	Nov 28	AG
Clearwater Seafoods Income Fun	*Aout22	Oct 06	S
Cons Westview Resource Corp	Oct 14	Nov 18	AGS
Consolidated Tanager Limited	Oct 14	Nov 14	AGS
Corbal Capital Corp.	Oct 07	Nov 07	AS
Crescent Gold Limited	Oct 21	Nov 25	AG
Dreamweaver Capital Corp	Oct 14	Nov 14	AG
EFT Canada Inc.	Oct 14	Nov 17	A
Fibre-Crown Manufacturing Inc	Oct 14	Nov 20	AG
Gainey Resources Ltd.	*Aout25	Oct 24	AGS
Gateway Gold Corp	*Oct 02	Nov 28	S
Goldex Resources Corporation	Oct 17	Nov 17	AG
Green Environmental Techno Inc	Oct 06	Nov 05	S
Guardian Exploration Inc.	Oct 20	Nov 24	AGS
Int'l Barrier Technology Inc	Oct 15	Nov 28	AG
Iseemedia inc.	Oct 23	Nov 27	AG
IAT Air Cargo Facilities	Sept16	Oct 20	S
Jump TV Inc.	*Aout29	Oct 17	S
Kodiak Energy Inc.	Oct 14	Dec 03	S
Kodiak Energy Inc.	Oct 15	Nov 20	AG
Lands End Resources Ltd	Oct 14	Nov 17	AGS
Leading Brands, Inc.	Oct 14	Nov 14	S
Lifebank Corp.	Oct 14	Nov 14	AG
Lund Gold Ltd	Oct 23	Dec 02	AG
Majesco Resources Inc	Oct 17	Nov 17	E
Mawson Resources Limited	Oct 17	Nov 26	AG
Medicago Inc.	Oct 07	Nov 10	S
Mega Moly Inc	Nov 07	Dec 18	AGS
Metamedia Capital Corp.	Oct 06	Nov 10	AG
Milk Capital Corp	Oct 20	Nov 24	AG
Mossam Capital Corp	Oct 10	Nov 14	AG
Norsemont Mining Inc	Oct 08	Nov 12	AG
Nuvoit Corporation Inc	Oct 17	Nov 20	AG
Onisino Capital Corporation	Oct 20	Nov 19	AS
Oriental Minerals Inc.	Oct 17	Nov 21	AG
Petaquilla Minerals Ltd.	Oct 14	Nov 18	AG
Prima Developments Ltd.	Oct 21	Dec 12	AG
Primary Petroleum Corporation	Oct 15	Nov 19	AG
Q Investments Ltd.	Oct 22	Nov 28	AG
Rare Method Interactive Corp.	Oct 17	Nov 26	AS
Revenue Properties Company Ltd	Oct 20	Nov 19	S
RelMac Zinc Corp	Oct 16	Nov 20	S
Ridley Inc.	%Sept24	Nov 06	AGS
Rochester Resources Ltd.	Oct 14	Nov 19	AG
Russell Breweries Inc.	Oct 17	Nov 25	AG
Saxon Oil Company Ltd	Sept30	Nov 05	S
Sky Ridge Resources Ltd.	Oct 30	Dec 12	AS
Solex Resources Corp	Oct 17	Nov 19	AS
St. Elias Mines Ltd.	Oct 17	Nov 20	AG
Stealth Minerals Limited	Oct 23	Nov 27	AGS
Tapestry Resources Corp.	Oct 10	Nov 18	AGS
Thermal Energy International	Oct 16	Nov 25	AS
Venga Aerospace Systems Inc.	Oct 15	Nov 24	AG
Ventana Gold Corp	Oct 16	Nov 20	AGS
Verbina Resources Inc.	Oct 20	Nov 21	AS
Wildcat Silver Corporation	Oct 15	Nov 19	AG
540 Capital Corp.	Oct 20	Nov 19	AG

Broue.ca

514 790-1111
www.ticketpro.ca

Groupes : 514 527-3644

Une comédie de Claude Meunier, Jean-Pierre Plante, Francine Ruel, Louis Saia, Michel Côté, Marcel Gauthier, Marc Messier

GRANDE BRETAGNE

Pas d'autre chute après B & B, selon l'association des banques

AGENCE FRANCE-PRESSE

La banque britannique Bradford & Bingley, quatrième à chuter dans le pays depuis le début de la crise financière, devrait aussi être la dernière, a estimé hier la directrice de l'association des banquiers britanniques (BBA), Angela Knight.

Mme Knight, interrogée sur la nationalisation des crédits immobiliers de B & B, dont les succursales et l'épargne vont par ailleurs être cédées à l'espagnole Santander, s'est félicitée sur la BBC que «l'institution soit stabilisée, pour les épargnants et les emprunteurs».

« Nous pensons que Bradford & Bingley marque la fin » des chutes de banques dans le pays, a-t-elle estimé.

M^{me} Knight a déjà estimé auprès de l'AFP ce mois-ci que les banques britanniques

étaient « sûres et saines ». « Bien que nous soyons clairement dans une période difficile, elle l'est surtout aux États-Unis plus que dans les autres régions du monde », avait-elle déclaré.

L'Europe commence cependant à être touchée assez sérieusement.

Outre l'aide du gouvernement britannique à Bradford & Bingley, on a vu depuis dimanche la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg annoncer l'injection de 11,2 milliards d'euros (16,5 milliards CAN) dans la banque Fortis en échange de parts au capital, et en Allemagne, la banque privée Hypo Real Estate a échappé de justesse à la faillite hier grâce à une marge de crédit de 35 milliards d'euros garantie essentiellement par l'État.

C'EST MAINTENANT OU JAMAIS !

Chez UPTOWN VOLVO, nous faisons de la place pour l'arrivée de nos modèles 2009, avec des rabais sans précédent sur nos modèles 2008 en stock.

XC90 2008 . . . 11 500 \$ de rabais
XC70 2008 . . . 9 500 \$ de rabais
S80 2008 . . . 10 000 \$ de rabais
S60 2008 . . . 9 200 \$ de rabais
C70 2008 . . . 9 400 \$ de rabais
V50 2008 . . . 7 000 \$ de rabais
S40 2008 . . . 5 800 \$ de rabais
C30 2008 . . . 3 100 \$ de rabais

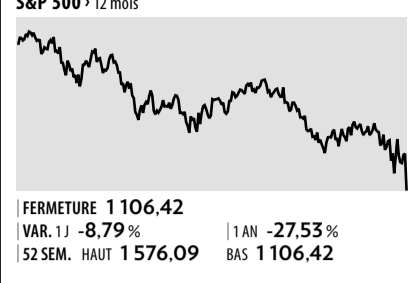
Ces offres incroyables se terminent le 30 septembre 2008, donc visitez-nous dès maintenant pour profiter de notre meilleure sélection.

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré, Montréal 514-737-6666
Près de l'intersection Décarie et Jean-Talon

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

> ÉTATS-UNIS



> DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION 1 J
	(\$)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	46 028,06	-4 754,93 -9,36
CAC 40 (France)	3 953,48	-209,90 -5,04
DAX (Allemagne)	5 807,08	-256,42 -4,23
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 588,72	-133,35 -4,90
FTSE 100 (Angleterre)	4 818,77	-269,70 -5,30
Hang Seng (Hong Kong)	17 880,68	-801,41 -4,29
Mexico Bolsa (Mexique)	23 955,67	-1 638,10 -6,40
Milan MIB30 (Italie)	26 221,00	-1 360,00 -4,93
NIKKEI 225 (Japon)	11 743,61	-149,55 -1,26
S&P/ASX 200 (Australie)	4 807,40	-97,40 -1,99
Shanghai (Chine)	2 293,78	-3,72 -0,16
Swiss Market (Suisse)	6 500,13	-315,39 -4,63

> CANADA



PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
ISHARES CDN S&P/T (XIU)	13 023 075	17,19	-5,91
BOMBARDIER/B (BBD.B)	11 631 585	5,12	-10,49
YAMANA GOLD (YRI)	10 282 986	9,00	-2,70
BARRICK GOLD (ABX)	8 102 837	40,44	5,81
TALISMAN ENERGY (TLM)	7 859 610	14,04	-12,85
CANADIAN NAT.RES (CNO)	7 050 576	65,27	-18,98
GOLDCORP (G)	6 871 086	34,40	-0,15
BCE (BCE)	6 202 282	35,00	-5,91
KINROSS GOLD (K)	5 925 911	17,10	0,41
SUNCOR ENERGY (SU)	5 902 089	41,12	-11,67
WESTERN CANADIAN (WVN)	5 887 258	3,46	-23,11
TECK COMINCO/B (TCK.B)	5 719 074	28,92	-13,85
ENCANA (ECA)	4 759 357	65,00	-8,73
NEXEN (NXY)	4 754 689	22,40	-10,00
RESEARCH IN MOTIO (RIM)	4 541 588	65,97	-9,10
BANQUE ROYALE (RY)	4 295 557	47,50	-6,72

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
HORIZONS BETAPRO (HJD)	19 999	30,38	23,90
HORIZONS BETAPRO (HOD)	2 889 150	13,00	22,18
HORIZONS BETAPRO (HED)	912 086	21,25	18,98
HORIZONS BETAPRO (HMD)	18 081	23,79	18,83
HORIZONS BETA NA. (HOD)	51 395	30,99	17,65

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
HORIZONS BETAPRO (HJD)	19 999	30,38	5,86
HORIZONS BETA NA. (HOD)	51 395	30,99	4,65
HORIZONS BETAPRO (HMD)	18 081	23,79	3,77
HORIZONS BETAPRO (HED)	912 086	21,25	3,39
HORIZONS BETA S&P (HSD)	393 184	26,50	3,25

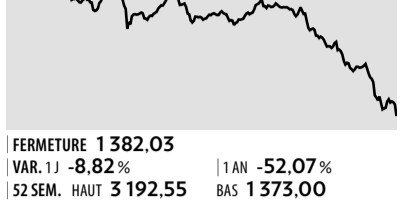
TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
IVANHOE MINES (IVN)	2 395 425	5,65	-28,93
LABRADOR IRON M. (LIIR)	14 043	2,03	-24,82
PRISTINE POWER (PPX)	742 510	2,15	-24,56
PLUTONIC POWER (PCC)	17 030	4,27	-24,43
HORIZONS BETAPRO (HJU)	38 360	9,64	-23,79

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
POTASH CORP OF SA (POT)	2 549 161	135,36	-16,74
CANADIAN NAT.RES (CNO)	7 050 576	65,27	-15,29
AGRIUM (AGU)	3 446 077	56,36	-9,54
INMET MINING (IMN)	534 415	46,63	-8,37
FIRST QUANTUM (FM)	942 178	33,70	-8,22

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
FALCON OIL & GAS (FO)	5 407 336	0,54	-3,57
BORDEAUX ENERGY (BDO)	5 173 922	0,02	33,33
INTL WAYSIDE GOLD (IWGM)	3 742 000	0,04	0,00
VRB POWER SYSTEMS (VRB)	2 787 485	0,04	-30,00
STEALTH VENTURES (SLV)	1 426 500	0,26	-3,70
CANADIAN IMPERIAL (COV)	1 198 100	0,04	-11,11
SAN GOLD (SGR)	1 153 060	1,18	-10,61
MAGINDUSTRIES (MAA)	1 147 194	0,83	-24,55
KWG RESSOURCES (KWG)	1 108 440	0,03	-16,67
NORTH AMERICAN G. (NAG)	1 012 450	0,13	-10,71

CONSULTEZ les cotes
 boursières en tout temps
 sur lapresseaffaires.com

PÉTROLE



96,37 \$US

Variation 1 JOUR **-10,52 \$US**
 Variation 1 SEMAINE **-20,30 %**
 Variation 1 AN **+18,01 %**

FONDS INDICIELS

	FERM.	1 J (\$)	1 J (%)	1 AN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	18,03	-1,14	-5,95	-18,64
S&P/TSX 60 (XIU)	17,19	-1,08	-5,91	-15,98
S&P/TSX fin. (XFN)	22,23	-0,98	-4,22	-19,33
S&P/TSX éner. (XEG)	18,96	-1,99	-9,50	-12,66
S&P/TSX or (XGO)	16,73	-0,14	-0,83	-11,74
Oblig. c. terme (XSB)	28,25	0,14	0,50	1,58
Oblig. l. terme (XBB)	28,62	0,31	1,10	1,20
S&P 500 (XSP)	14,03	-1,09	-7,21	-26,62

CANADA LPA 70 (QUOTIDIEN)

La Presse Affaires présente une sélection de 70 titres inscrits à la Bourse de Toronto

	FERMETURE (\$)	VARIATION 1 J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. B. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
CONSOMMATION COURANTE	1 398,25	-3,25		-11,57				
Molson (TPX.A)	47,92	0,00	0,00	0	-9,59	1 343	58,87	46,26 0,81
Lassonde (LAS.A)	43,00	-0,10	-0,23	23	6,15	287	49,99	37,50 0,86
Couche-Tard (ATD.B)	13,60	-0,13	-0,95	3 554	-25,64	2 666	20,61	10,11 0,14
Metro (MRU.A)	30,94	-0,83	-2,61	2 888	17,42	3 439	35,85	21,00 0,50
Shoppers Drug Mart (SC)	51,25	-1,41	-2,68	6 054	-3,77	11 126	58,23	46,63 0,86
Saputo (SAP)	25,30	-0,70	-2,69	3 668	-15,19	5 223	32,99	24,50 0,56
Jean Coutu (PJC.A)	7,56	-0,24	-3,08	1 332	-32,32	1 846	14,00	6,88 0,16
Loblaws (L)	28,31	-1,01	-3,45	2 702	-16,66	7 762	45,97	26,75 0,84
CONSOMMATION AUTRE	914,86	-4,48		-29,37				
BMT (GBT.A)	18,60	0,00	0,00	0	-18,06	560	24,50	15,02 0,34
Pages Jaunes (YLO.U)	9,61	-0,05	-0,52	32 473	-30,86	4 932	14,59	8,16 1,17
Cogeco Câble (CCA)	40,04	-0,36	-0,89	619	-16,25	1 942	50,25	32,27 0,40
Uni-Select (UNS)	22,87	-0,55	-2,35	76	-27,21	451	31,75	21,02 0,43
Astral Media (ACM.A)	30,69	-0,88	-2,79	2 072	-34,20	1 731	46,95	25,72 0,50
Dorel (DII.B)	32,70	-1,05	-3,11	1 001	11,22	1 098	36,50	25,86 0,51
Le Château (CTU.A)	12,72	-0,41	-3,12	90	-12,58	337	15,50	11,05 0,70
Reitmans (RET.A)	14,70	-0,55	-3,61	621	-23,40	1 017	19,89	13,84 0,72
TVA (TVA.B)	12,44	-0,55	-4,23	15	-14,33	299	17,50	12,15 0,20
Quebecor (QBR.B)	25,15	-1,14	-4,34	797	-29,65	1 688	41,94	23,00 0,20
Rona (RON)	12,65	-0,00	-4,53	5 199	-25,81	1 464	22,52	10,26 0,00
Shaw (SJR.B)	20,64	-1,28	-5,84	9 966	-12,69	8 877	26,45	17,00 0,80
Magna (MG.A)	54,71	-3,46	-5,95	2 105	-31,77	6 160	97,15	52,77 1,45
Gildan (GIL)	23,08	-1,65	-6,67	5 473	-43,63	2 782	44,55	22,09 0,00
TÉLÉCOMS	810,90	-4,51		-18,33				
Rogers (RCI.B)	33,62	-1,35	-3,86	36 092	-25,27	21 741	49,81	32,29 1,00
BCE (BCE)	35,00	-2,20	-5,91	62 023	-11,73	28 200	41,25	31,80 0,00
FINANCE	1 555,32	-5,60		-16,31				
Industrielle Alliance (IAG)	33,00	-1,27	-3,71	2 933	-22,50	2 650	43,75	32,00 0,98
Financière Manuvie (MFC)	36,25	-1,55	-4,10	37 196	-10,65	54 104	44,23	33,22 1,04
Financière Power (PWF)	32,68	-1,82	-5,28	4 311	-19,84	23 043	42,49	28,90 1,34
Power Corporation (POW)	29,75	-2,06	-6,48	6 210	-25,87	13 577	41,92	27,05 1,16
Banque Royale (RY)	47,50	-3,42	-6,72	42 956	-6,39	63 569	57,00	39,51 2,00
Banque Nationale (NA)	47,23	-3,85	-7,54	13 625	-9,68	7 516	57,16	43,60 2,48
Banque Laurentienne (LB)	38,00	-3,70	-8,87	1 547	14,29	906	45,08	31,30 1,36
Banque de Montréal (BMO)	42,00	-4,30	-9,29	30 342	-25,44	21 186	66,82	37,60 2,80
MATÉRIAUX	2 568,87	-5,86		-17,31				
Barrick (ABX)	40,44	2,22	5,81	81 028	-3,21	35 257	54,11	28,01 0,38
Domtar (UFX)	4,67	-0,06	-1,27	63	-38,87	350	8,40	4,36 0,00
Atrium (ATB)	13,68	-0,32	-2,29	570	-34,07	443	24,25	12,35 0,00
Canadien Pacifique (CP)	7,18	-0,22	-2,97	1 351	-49,26	355	15,98	6,87 0,16
Osisko (OSK)	3,51	-0,12	-3,31	4 264	-40,51	568	6,56	1,86 0,00
Cascades (CAS)	6,46	-0,29	-4,30	2 754	-23,46	638	10,04	5,16 0,16
Semaf (SMF)	1,03	-0,06	-5,51	2 984	1,98	220	1,72	0,73 0,00
Tembec (TMB)	2,30	-0,15	-6,12	172	-63,20	230	13,87	1,75 0,00
Potash (POT)	135,36	-16,74	-11,01	25 492	-5,67	41 280	246,29	94,30 0,40
SERVICES PUBLICS	1 587,23	-6,42		-20,08				
Innervex (IEF.U)	12,42	-0,18	-1,43	135	4,46	365	13,40	11,01 1,00
Gaz Métro (GZM.U)	14,52	-0,46	-3,07	614	-11,14	1 749	16,40	13,77 1,24
Fortis (FTS)	23,50	-1,17	-4,74	2 824	-18,94	3 693	29,94	23,50 1,00
TransAlta (TA)	27,46	-1,67	-5,73	9 167	-17,66	5 426	38,10	26,53 1,08
Boralex (BLX)	9,70	-1,79	-15,58	987	-43,77	367	19,39	9,25 0,00
INDUSTRIELLES	1 047,60	-7,29		-16,44				
Quincaillerie Richelieu (RCH)	21,33	0,08	0,38	107	-11,71	486	27,00	18,22 0,32
Transcontinental (TCL.A)	13,49	-0,15	-1,10	914	-14,30	1 085	21,84	12,56 0,32
Stella-Jones (SJ)	27,25	-0,75	-2,68	232	-33,54	342	46,49	26,26 0,36
Canadien Pacifique (CP)	56,07	-2,18	-3,74	6 258	-12,69	8 623	75,00	53,80 0,99
Transat (TRZ.B)	13,79	-0,73	-5,03	363	-60,60	451	42,38	13,50 0,36
ACE Aviation (ACE.A)	7,80	-0,49						

DENRÉES	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Blé (SUS/boisseau)	668,00	-6,70	-28,86
Cacao (SUS/livre)	1,16	-6,78	25,59
Café (SUS/livre)	130,25	-2,91	1,24
Mais (SUS/boisseau)	513,00	-5,53	37,53
Soya (SUS/boisseau)	1 094,00	-6,01	10,37
Sucre (SUS/livre)	12,59	-3,89	31,70

ÉNERGIE	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Essence (SUS/gallon)	2,38	-10,55	15,26
Gaz naturel (SUS/gigagoule)	7,18	-5,83	4,56
Mazout (SUS/gallon)	2,75	-8,26	22,78

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

MÉTALUX	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
Aluminium (SUS/livre)	1,12	1,28	1,21
Argent (SUS/once)	13,18	-2,43	-5,35
Cuivre (SUS/livre)	3,14	0,30	-14,30
Étain (SUS/livre)	8,16	3,12	17,65
Nickel (SUS/livre)	7,69	1,35	-48,26
Palladium (SUS/once)	217,00	-3,77	-38,34
Platine (SUS/once)	1 079,00	-3,12	-22,66
Plomb (SUS/livre)	0,90	1,75	-44,46
Uranium (SUS/livre)	55,00	0,00	-39,23
Zinc (SUS/livre)	0,81	1,42	-40,69

Source: London Metal Exchange

LES OBLIGATIONS	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA					
Canada	5,50	01-06-2009	101,78	2,78	0,03
Canada	9,50	01-06-2010	110,74	2,85	0,08
Canada	9,00	01-03-2011	114,03	2,94	0,12
Canada	6,00	01-06-2011	107,74	2,96	0,14
Canada	10,25	15-03-2014	134,93	3,21	0,15
Canada	9,75	01-06-2021	157,19	3,96	-0,05
Canada	8,00	01-06-2023	143,25	4,05	-0,04
Canada	8,00	01-06-2027	148,85	4,19	-0,12
Canada	5,75	01-06-2029	121,22	4,20	-0,14

LES PROVINCES	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
Hydro Québec	11,00	15-08-2020	154,00	4,93	0,09
Manitoba	7,75	22-12-2025	130,56	5,06	-0,04
New Brunswick	6,00	27-12-2017	110,14	4,63	0,15
Newfoundland	6,15	17-04-2028	112,99	5,09	-0,04
Nova Scotia	6,60	01-06-2027	117,92	5,09	-0,04
Ontario	6,25	25-08-2028	113,95	5,12	-0,04
Ontario Hydro	7,45	31-03-2013	113,35	4,16	0,36
Ontario Hydro	8,50	26-05-2025	138,49	5,05	-0,04
Ontario Hydro	8,25	22-06-2026	136,98	5,06	-0,04
PEI	8,50	27-10-2015	124,54	4,42	0,24
Québec	6,00	01-10-2029	110,15	5,19	-0,04

LES CORPORATIONS	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND.	VAR.
Bell Canada	7,00	24-09-2027	81,67	9,03	-0,05
Bombardier	7,35	22-12-2026	92,00	8,20	0,00
Cons Gas	6,10	19-05-2028	99,61	6,13	-0,08
Gtaa	6,45	03-12-2027	100,89	6,36	-0,09
Investors Gr	6,65	13-12-2027	102,52	6,41	-0,09
Wstcoast Est	6,75	15-12-2027	101,95	6,56	-0,08

TAUX D'INTÉRÊT	CETTE SEM.	SEM. DERN.	L'AN DERN.
CANADA			
Taux d'escompte	3,25	3,25	4,75
Taux préférentiel	4,75	4,75	6,25
Fonds à un jour	3,00	3,00	4,50
Bons du Trésor (3 mois)	1,87	1,26	3,97
Obligations (2 ans)	2,80	2,64	4,29
Obligations (10 ans)	3,66	3,46	4,38

ÉTATS-UNIS	CETTE SEM.	SEM. DERN.	L'AN DERN.
Taux d'escompte	2,25	2,25	5,25
Taux préférentiel	5,00	5,00	7,75
Fed funds	2,00	2,00	4,75
Bons du trésor (3 mois)	0,87	0,22	3,71
Obligations (2 ans)	2,16	1,63	3,92
Obligations (10 ans)	3,85	3,37	4,52

Source: Valeurs Mobilières Banque Laurentienne

OR	FERMETURE	VARIATION (%) 1 JOUR	1 AN
New York	888,20		

Variation 1 JOUR **+5,30 \$US**
Variation 1 SEMAINE **-1,78 \$US**
Variation 1 AN **+19,58 \$US**

DOLLAR CANADIEN	FERMETURE	VARIATION
95,79 ¢US		-1,03 ¢

VARIATION **-1,03 ¢**
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US **104,39 ¢**

EN EURO	FERMETURE	VARIATION
0,6625 €		+0,0005 €

VARIATION **+0,0005 €**
SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un euro **1,5096 \$**

LES DEVISES DANS LE MONDE	FERMETURE	VARIATION (%)
Afrique du Sud	8,01 rands	
Australie	1,19 dollar	
Brazil	1,88 real	
Chine	6,55 renminbis	
Grande-Bretagne	0,53 livre	
Hong-Kong	7,42 dollars	
Inde	44,84 roupies	
Israël	3,31 nouveaux shekels	
Japon	99,80 yens	
Liban	1 491,29 livres	
Mexique	10,55 pesos	
Norvège	5,54 couronnes	
Nouvelle-Zélande	1,43 dollar	
Russie	24,21 roubles	
Suède	6,49 couronnes	
Suisse	1,04 franc	

Le téléphone sonne chez les courtiers

RICHARD DUFOUR

Si vous êtes inquiets, vous n'êtes pas seuls. «Plus de 90% de la population n'a aucune idée de ce qui se passe en ce moment.» Denis Durand, associé chez Jarislowsky Fraser, affirme que le commun des mortels ne comprend pas ce qui arrive. «Les gens savent que les choses vont mal. Un point c'est tout.» Depuis deux semaines, Jarislowsky Fraser reçoit deux fois plus d'appels de ses clients qu'en temps normal. Et ce fut la même chose hier: beaucoup d'appels.

«Nos clients savent très bien que la valeur de leur portefeuille a baissé. Ils veulent des explications pour comprendre ce qui arrive», dit M. Durand.

«Les plus avertis téléphonent et nous demandent pourquoi l'entente n'a pas été entérinée lundi (hier).» Les plus «avertis» seulement, car plusieurs courtiers de plein exercice interrogés s'attendent à ce que le téléphone sonne davantage aujourd'hui (mardi). «Les gens étaient au tra-

vail lundi (hier) et ne savaient pas ce qui s'était passé en après-midi. Aujourd'hui, nous allons vraiment avoir le poulx de nos clients par rapport au vote de lundi (hier)», affirme Alexis Sarazin, conseiller en placement à la Financière Banque Nationale.

Même son de cloche à la Banque Royale. «Je m'attends à ce que le téléphone sonne davantage aujourd'hui», dit un planificateur financier chez RBC qui demande à ne pas être identifié.

«On a tout de même reçu beau-

coup d'appels hier. Il faut faire de l'éducation. On revient à la base. Quand le client est près de sa retraite, il devrait rester prudent. J'ai un client qui m'a téléphoné pour frapper un coup de circuit. Il a fallu que je lui dise que le marché, c'est pas ça. On ne peut pas encourager ce qui va contre le profil et la philosophie qui ont été établis. Je lui ai dit que s'il tenait à son coup de circuit, il devrait tenter de le frapper dans un compte à escompte sur l'internet.»

Chez Scotia McLeod, l'administrateur associé Gabriel Landry soutient pour sa part que les appels des clients «ont commencé à entrer vers 15h» hier.

Selon lui, il y a péril en la demeure: «Il faut absolument que les représentants américains arrivent avec un vote ou une solution alternative. Sans cela, personne ne va être épargné.»

Si les marchés boursiers ont connu des temps difficiles dans le passé, la situation actuelle se démarque. «Ça fait 22 ans que je fais ça, c'est pas mal mes plus beaux moments. Tous les jours, on doit recommencer», dit François Barrière, vice-président, développement des affaires, marché des devises, à la Banque Laurentienne. «Il y a vraiment une grosse merde dans le marché, mais c'est peut-être pas aussi pire que ça.»

La crise financière a par ailleurs éveillé les esprits critiques. «Nos clients nous demandent beaucoup s'il s'agit d'un sauvetage de Wall Street. Ils veulent savoir et ils n'ont aucune sympathie pour Wall Street», dit M. Durand.

Avant de raccrocher, Denis Durand y est allé d'une prédiction: le TSX va rebondir... demain.

Morgan Stanley obtient 9 milliards US de Mitsubishi

BLOOMBERG

Morgan Stanley a consenti à vendre une participation de 21% à la société japonaise Mitsubishi UFJ Financial Group au prix de 9 milliards US, cherchant ainsi à raviver la confiance des investisseurs après que les coûts d'emprunt eurent grimpé et que la valeur de son titre eut chuté de plus de 50%.

Ainsi, Mitsubishi UFJ, premier prêteur au Japon, achètera pour 3 milliards US d'actions ordinaires et pour 6 milliards US d'actions privilégiées convertibles qui

sur le marché du crédit d'environ 1,3 milliard US comparativement à 15,7 milliards US chez Morgan Stanley.

«Je ne sais pas s'ils ont vraiment besoin de ce capital maintenant, c'est plus une perception sur le marché qu'ils devraient disposer de ce capital», assure Peter Kovalski, qui participe à la gestion d'actifs de 12 milliards US chez Alpine Woods Capital Investors et qui détient des actions de Morgan Stanley. «Cela calme les nerfs des investisseurs», ajoute-t-il.

Mitsubishi UFJ achète 9,9% des actions ordinaires de Morgan Stanley au prix de 25,25 \$US l'action, soit 2% de plus que le prix de clôture du titre de Morgan Stanley à New York vendredi dernier. Les 6 milliards US d'actions privilégiées qu'obtient Mitsubishi UFJ se convertiront au prix de 31,25 \$US, selon le communiqué des deux entreprises.

Après une année, la moitié des actions privilégiées se convertissent automatiquement en actions ordinaires lorsque le titre de Morgan Stanley s'échange au-delà de 150% du prix de conversion pendant une certaine période. L'autre moitié se convertit sur la même base après deux ans.

Hier, l'action de Morgan Stanley chutait de 3,76 \$US, ou 15,2%, à 20,99 \$US, à la Bourse de New York. L'action s'est dépréciée de 75% cette année.

Morgan Stanley lève du capital tout en cherchant à attirer les dépôts.

John Mack, PDG de Morgan Stanley, lève du capital tout en cherchant à attirer les dépôts et à transformer la deuxième maison de courtage en importance aux États-Unis en la cinquième banque du pays. Cette transaction intervient dans un contexte où les investisseurs ne font plus confiance aux firmes qui dépendent des marchés obligataires pour se financer. Depuis l'an dernier, Mitsubishi UFJ a fait état de dépréciations et des pertes

Stevens Demers: 346 fois coupable

DENIS ARCAND

Le vendeur d'actions compulsif montréalais Stevens Demers a réussi à vendre au moins 238 millions d'actions d'Enviromondial à des centaines d'investisseurs, mais le juge qui a entendu son procès n'a pas acheté sa salade.

Hier, M. Demers a été déclaré coupable de la totalité des 346 accusations pénales portées contre lui par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le juge Paul Chevalier, de la Cour du Québec,

«Nous souhaitons une peine de prison supérieure à celle de Vincent Lacroix, car Stevens Demers et ses complices ont mal agi depuis 2002 pour contourner les lois québécoises sur les valeurs mobilières.»

«Nous souhaitons une peine de prison supérieure à celle de Vincent Lacroix, car M. Demers et ses complices ont mal agi depuis 2002 pour contourner les lois québécoises sur les valeurs mobilières», a dit hier Gaëtan Grimard, président d'une association d'actionnaires d'Enviromondial. Rappels de Vincent Lacroix, fondateur de Norbourg, purge une peine de pri-

son de huit ans, imposée pour des infractions pénales à la Loi sur les valeurs mobilières, tout comme M. Demers.

Le jugement d'hier porte sur des infractions limitées, plutôt techniques, qui n'ont rien à voir avec le Code criminel et les reproches de fraude que font les actionnaires d'Enviromondial à M. Demers. L'AMF a simplement convaincu le tribunal que M. Demers a aidé United Environmental Energy Corporation (UEEC), de même qu'une firme offshore,

Enviromondial International Vanuatu, à placer les actions d'UEEC au Québec sans avoir inscrit son placement à l'AMF et obtenu les autorisations requises. L'AMF a prouvé que M. Demers avait agi ainsi 173 fois.

Ce genre d'infraction vient presque automatiquement avec l'infraction jumelle d'avoir agi comme courtier sans avoir de permis et le juge a donné raison à l'AMF pour les 173 autres chefs d'accusation qui venaient avec elle.

Le feuilleton d'Enviromondial n'est sans doute pas terminé. M. Grimard, qui préside l'association des actionnaires d'Enviromondial, souhaite que l'AMF porte de nouvelles accusations contre certains collaborateurs de M. Demers. «Nous souhaitons que ces complices soient traduits en justice.

Nous avons déjà fait les demandes auprès de la Sûreté du Québec, division des crimes économiques, pour qu'une enquête soit faite», a indiqué hier M. Grimard, selon qui le ministère du Revenu s'intéresse aussi à l'affaire.

Par ailleurs, le jugement d'hier ne règle en rien le problème principal des actionnaires d'Enviromondial, dont le seul actif est un brevet obtenu en 2001 par M. Demers. Ce brevet définit une technologie inventée à l'École Polytechnique de Montréal et censée transformer les déchets en énergie. Le brevet a été transféré plusieurs fois dans diverses entreprises offshore, ce qui les rend très difficilement accessibles à des requérants établis au Canada.

On sait que le brevet a d'abord été envoyé dans une île perdue dans le milieu du Pacifique, le Vanuatu, puis a récemment fait surface au Belize, un petit pays d'Amérique centrale. Les deux pays sont des paradis fiscaux où une entreprise peut s'acheter pour pas cher une identité légale, même si sa présence réelle là-bas se limite à quelques feuilles de papier dans le tiroir d'un avocat local.

«On va essayer de remettre la main sur le brevet et de relancer l'entreprise», a dit hier M. Grimard.

Enviromondial a récemment été mise en tutelle par le gouvernement du Québec, qui a nommé le syndic Jean Robillard administrateur provisoire. Les plaidoiries sur la sentence à imposer auront lieu le 12 novembre prochain.

M. Demers est passible de peines de prison et d'amendes totalisant 2,5 millions de dollars.

LPA CANADA	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▼ ARC Energy (AET-U)	22,85	-1,99	-8,01	8 997	12,01	34,47	18,78 2,88
▼ Banque CIBC (CM)	56,90	-5,28	-8,49	16 876	-19,35	103,64	48,70 3,48
▼ Banque Scotia (BNS)	46,24	-3,16	-6,40	32 197	-8,04	53,50	41,95 1,96
▼ Banque TD (TD)	60,05	-3,02	-4,79	22 789	-13,60	76,50	53,05 2,44
▲ Barrick Gold (ABX)	40,44	2,22	5,81	81 234	-3,21	54,11	28,01 0,38
▼ Brookfield Asset (BAM/A)	26,98	-0,76	-2,74	12 102	-21,71	39,17	26,25 0,52
▼ Cameco (CCO)	21,93	-2,03	-8,47	28 443	-44,58	50,24	21,21 0,24
▼ Canadian Natural R. (CNO)	65,27	-15,29	-18,98	70 622	-10,07	111,30	58,88 0,40
▼ Canadian Oil Sands (COS-U)	38,25	-3,25	-7,83	27 339	-1,19	55,25	30,70 5,00
▼ Canadian Tire (CTC/A)	48,20	-1,55	-3,12	4 327	-35,04	87,00	47,56 0,84
▼ Canadian Utilities (CU)	35,51	-4,29	-10,78	1 037	-23,47	55,00	35,50 1,33
▼ Canadien Pacifique (CP)	56,07	-2,18	-3,74	6 258	-12,69	75,00	53,80 0,99
▼ Enbridge (ENB)	38,59	-1,91	-4,72	10 880	-3,55	46,27	35,75 1,32
▼ EnCana (ECA)	65,00	-6,22	-8,73	47 758	-3,70	97,81	59,95 1,66
▼ Enerplus Resources (ERF-U)	36,55	-2,53	-6,47	6 032	-8,33	49,85	34,02 5,04
Goldcorp (G)	34,40	-0,05	-0,15	68 878	1,78	52,48	26,60 0,19
▼ Great-West (GWO)	30,70	-0,84	-2,66	4 184	-13,69	37,67	25,91 1,23
▼ Husky Energy (HSE)	44,92	-1,88	-4,02	11 589	0,74	54,24	38,50 2,00
▼ IGM Financial (IGM)	37,00	-3,96	-9,67	2 191	-26,04	54,95	36,80 2,05
▼ Imperial Oil (IMO)	43,57	-2,75	-5,94	14 827	-20,23	62,54	41,60 0,40
▼ ING Canada (IIC)	35,52	-2,74	-7,16	1 001	-10,35	47,00	33,03 1,24
▼ Loblaw (L)	28,31	-1,01	-3,45	2 720	-16,66	45,97	26,75 0,84
▼ Magna Int. (MG/A)	54,71	-3,46	-5,95	2 151	-31,77	97,15	52,77 1,45
▼ Manuvie (MFC)	36,25	-1,55	-4,10	37 430	-10,65	44,23	33,22 1,04
▼ Nexen (NXY)	22,40	-2,49	-10,00	47 679	-30,22	43,45	21,12 0,20
▼ Penn West Energy (PWT-U)	23,59	-2,46	-9,44	24 734	-8,71	35,60	22,91 4,08
▼ Petro-Canada (PCA)	33,70	-2,74	-7,52	37 878	-36,71	61,85	32,51 0,80
▼ Potash Corp of Sask. (POT)	135,36	-16,74	-11,01	25 566	-5,67	246,29	94,30 0,40
▼ Research In Motion (RIM)	65,97	-6,60	-9,10	45 503	-41,39	150,30	62,50 0,00
▼ Rogers Comm. (RCI/B)	33,62	-1,35	-3,86	36 131	-25,27	49,81	32,29 1,00
▼ Shaw Comm. (SJR/B)	20,64	-1,28	-5,84	10 716	-12,69	26,45	17,00 0,80
▼ Shoppers Drug Mart (SC)	51,25	-1,41	-2,68	6 054	-3,77	58,23	46,63 0,86
▼ Sun Life (SLF)	36,50	-0,60	-1,62	14 497	-34,48	56,50	35,23 1,44
▼ Suncor Energy (SU)	41,12	-5,43	-11,67	59 152	-23,79	73,10	39,61 0,20
▼ Talisman Energy (TLM)	14,04	-2,07	-12,85	78 925	-23,75	25,40	13,72 0,20
▼ Teck Cominco (TCK/B)	28,92	-4,65	-13,85	57 293	-18,37	52,90	27,00 1,00
▼ Telus (T)	38,13	-0,97	-2,48	6 212	-22,88	58,95	36,01 1,80
▼ Thomson Reuters (TRI)	27,53	-2,72	-8,99	25 009	-31,67	44,69	25,89 1,07
▼ TransCanada (TRP)	36,49	-1,31	-3,47	22 878	-9,99	40,97	35,95 1,44
▼ Weston - George (WN)	48,72	-2,00	-3,94	1 239	-10,03	71,85	41,83 1,44

▲▼ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente.
Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance.
M\$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

